

PASSAGE

Rapport du Canada sur l'interdiction des mines terrestres

Hiver 1999-2000
numéro 10



Militaires canadiens évacuant un soldat de l'ALK, victime d'une mine terrestre, à Ade au Kosovo.

CONTENU :

Après Maputo	3
Nouvel organisme caritatif	9
L'action antimines	9
Pérou-Équateur : Phase 2	10
Centre canadien des technologies de déminage	12
Nouveaux outils d'apprentissage	17

LA CRISE DES MINES AU KOSOVO

L'ONU au Kosovo et l'action du Canada page 4



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Canada



RESSOURCES

On peut commander les documents du MAECI en composant l'un des numéros suivants :

Tél. : (613) 944-4000 ou 1-800-267-8376

Télécopieur : (613) 996-9709
Pour obtenir les documents venant d'autres sources, veuillez signaler les numéros indiqués ci-dessous.

Sauf indication contraire, tous les documents sont disponibles en français et en anglais. Les publications du MAECI sur l'action contre les mines sont également accessibles au site web du ministère : www.mines.gc.ca

Documents imprimés

Nouveauté Après la terreur, l'espoir. Rapport sur le Fonds canadien contre les mines, 1998-1999. Premier rapport annuel sur les activités du gouvernement canadien dans le cadre du Fonds canadien contre les mines

Rapport d'étape bimensuel*. MAECI (3 pages)

L'interdiction complète des mines terrestres; le Canada et la crise mondiale des mines antipersonnel; questions fréquemment posées sur la crise des mines antipersonnel*. Brefs articles d'information sur le Processus d'Ottawa; MAECI

À pas mesurés : évaluation des progrès mondiaux en matière d'action contre les mines. Rapport diffusé en mai 1999 à l'occasion de la première réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction des mines, à Maputo, Mozambique; MAECI

Trousse d'information. Comprend les documents ci-dessus signalés par un astérisque (*), le numéro le plus récent de Passage, une liste des pays qui ont signé ou ratifié la Convention d'Ottawa et une déclaration du ministre des Affaires étrangères; MAECI



L'interdiction des mines antipersonnel : explication du Traité d'Ottawa.

Comité international de la Croix-Rouge, tél. : (613) 740-1949; télécopieur : (613) 740-1911

Texte de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (La Convention d'Ottawa). Disponible dans les six langues de l'ONU; MAECI

Documents électroniques

Vidéo

L'interdiction, une réalité prochaine

Vidéo de 8 minutes, disponible en anglais, en français, en arabe et en portugais; MAECI

Un pas à la fois
Documentaire de 24 minutes; les droits de diffusion internationaux pour la production d'images d'archives ont été obtenus; les droits pour la télédiffusion peuvent être versés aux ONG; disponible en français, en anglais, en russe et en espagnol; MAECI

CD-ROM

Interdisons les mines terrestres! Le Processus d'Ottawa et le mouvement international pour interdire les mines terrestres; MAECI

Sites Web

Passage, MAECI : www.mines.gc.ca

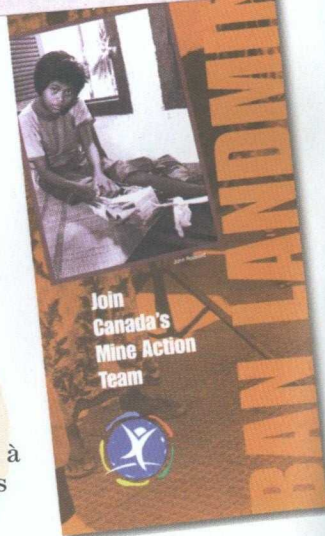
Du nouveau

Le site comprend maintenant le Guide d'action sur les mines, un nouvel outil destiné aux enseignants, aux étudiants et aux militants et offrant des leçons, des liens et des activités qui se rapportent à l'action antimines et à l'impact des mines dans le monde, au Processus d'Ottawa et au traité d'interdiction des mines

Action Mines Canada : www.minesactioncanada.com

Campagne internationale pour interdire les mines : www.icbl.org

Comité international de la Croix-Rouge : www.icrc.org



PASSAGE

RAPPORT DU CANADA SUR L'INTERDICTION DES MINES TERRESTRES

Hiver 1999-2000, numéro 10

Passage est publié tous les trimestres par l'Équipe d'action contre les mines du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Les organismes gouvernementaux et les ONG qui participent à la campagne contre les mines sont invités à soumettre des textes. Les articles devraient avoir au plus 400 mots; la rédaction se réserve le droit de condenser et d'adapter les articles au besoin. Les photos doivent être accompagnées de légendes et être d'assez bonne qualité pour pouvoir être imprimées.

SVP expédier les textes et les photos, ainsi que vos paramètres, à l'adresse suivante :

Sensibilisation et communications
Équipe d'action contre les mines (ILX)
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario), Canada K1A 0G2
Télécopieur : (613) 944-2501

Date de tombée du prochain numéro : le 15 janvier 2000

Photo de couverture : CP PICTURE ARCHIVE (Frank Gunn)



APRÈS MAPUTO,

Un engagement renouvelé envers l'action antimines

Les États parties à la Convention d'Ottawa ont tenu leur première réunion au Mozambique en mai dernier. À cette occasion, les participants ont réitéré leur détermination à abolir les mines antipersonnel à l'échelle mondiale. La rencontre était une étape importante pour ceux et celles qui se dépensent sans compter pour amener tous les pays du monde à adopter, ratifier et respecter la Convention. Le fait même que le Mozambique, pays très durement touché par les mines, ait pu accueillir cette rencontre internationale, avait en soi une grande valeur symbolique.

L'occasion se prêtait également à une célébration des premiers résultats attribuables à la Convention : les ventes de mines terrestres ont diminué, tout comme le nombre de victimes dans certains des pays les plus touchés par ces armes cruelles, plus de 14 millions de mines stockées ont été détruites, les fonds consacrés à l'action antimines ont augmenté et, bien sûr, la communauté internationale a vite donné son appui à la Convention.

Ce sentiment d'euphorie était toutefois tempéré par le fait qu'on continue de poser des mines dans certaines régions et d'utiliser cette arme de terreur à l'encontre des populations civiles. Je me suis rendu à cette évidence pendant mon voyage vers Maputo, ayant d'abord fait escale au Kosovo, où j'ai visité un des nombreux camps de réfugiés qui avaient surgi à la périphérie de cette province assiégée. On comptait parmi ces civils traumatisés de nombreuses victimes des mines terrestres.

Le problème engendré par les mines au Kosovo se pose partout où on se sert de cette arme – en Bosnie, en Afghanistan, au Cambodge, au Mozambique... Les factions belligérantes déploient les mines sans égard aux répercussions tragiques que cela peut avoir pour les réfugiés qui fuient leur foyer et qui, plus tard, reviennent chez eux. La tragédie du Kosovo a mis en relief la nécessité d'une action rapide et coordonnée pour s'attaquer au problème des mines à la suite d'un conflit. À Maputo, j'ai animé une réunion durant laquelle nous avons discuté de la nécessité d'une capacité de réaction rapide, coordonnée par les Nations Unies. Nous savons que nous serions confrontés à ce problème non seulement au Kosovo, mais aussi en Angola et dans d'autres pays où on continue de faire usage des mines.

À la suite de cette réunion, le Canada et la Belgique ont coparrainé la première mission des Nations Unies consacrée à l'évaluation de la situation au Kosovo en ce qui a trait aux mines. Cette évaluation a abouti à la création à Pristina du



Centre de coordination antimines (CCAM) des Nations Unies, dont la mission est de faire en sorte que les réfugiés puissent rentrer chez eux le plus tôt possible et en toute sécurité et, à plus long terme, de déminer la région.

Le contingent canadien, un des premiers à entrer au Kosovo, a participé à l'enlèvement des mines terrestres et d'autres explosifs posés le long des routes et sous les ponts, tâche essentielle pour assurer un passage sûr aux forces onusiennes et aux secours humanitaires. Le Canada maintient sa présence au Kosovo, où des membres du personnel du ministère de la Défense nationale sont détachés auprès du CCAM à Pristina, tandis que des experts en déminage sont déployés sur le terrain et que nos contributions soutiennent diverses activités menées en coordination.

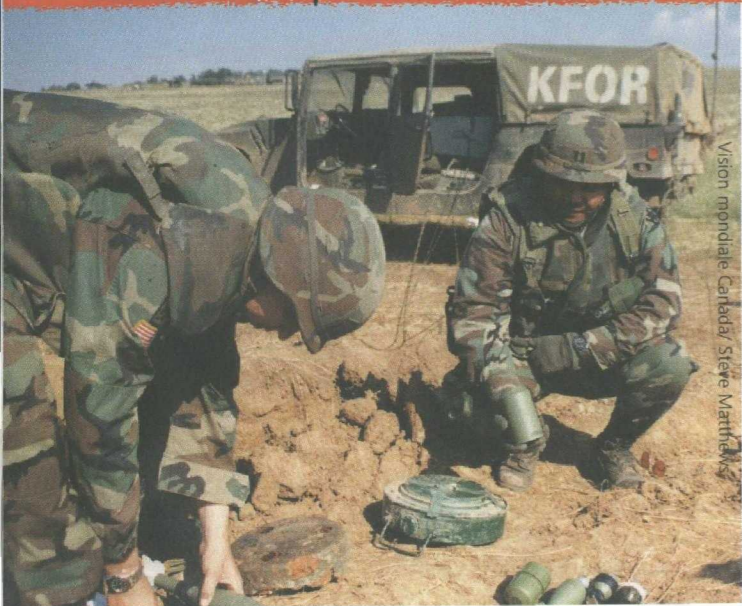
L'expérience du Kosovo souligne l'urgence du problème posé par les mines terrestres à l'échelle de la planète. Les conditions précaires auxquelles doivent faire face les Kosovars rappellent la situation désespérée que vivent des millions de personnes à travers le monde et montre à quel point il importe de poursuivre notre action en vue d'éliminer cet engin de mort.

Aussi est-ce avec plaisir que je note le lancement d'une nouvelle organisation caritative au sein du secteur privé, la Fondation canadienne contre les mines terrestres antipersonnel. La Fondation a pour but de créer un fonds de soutien auquel les particuliers et les entreprises peuvent contribuer pour participer à l'élimination des mines et aider à atténuer les souffrances qu'elles provoquent. En juin, j'ai annoncé que le gouvernement du Canada versait un million de dollars à la Fondation en guise de fonds de démarrage. La Fondation se propose de multiplier cette contribution initiale par des activités de promotion auprès du secteur privé.

À l'aube du nouveau millénaire, j'ai bon espoir que, grâce à l'appui que recevront les campagnes de cueillette de fonds, la générosité des Canadiens fera beaucoup pour instaurer un climat de paix et de sécurité en faveur de tous les autres citoyens du monde. Le Processus d'Ottawa et notre réponse à la crise provoquée par les mines ne sont qu'une manifestation du sentiment qui nous anime, à savoir que nous savons à quel point notre sort est lié à celui des autres.

— Lloyd Axworthy, Ministre des Affaires étrangères

LA CRISE DES MINES AU KOSOVO



Membres de la force internationale de sécurité de l'ONU (KFOR) avec des mines antipersonnel et antichar trouvées au Kosovo. Ces mines ont par la suite été détruites dans un camp américain.

Après l'occupation du Kosovo par les forces serbes et les frappes aériennes de l'OTAN dont ces dernières ont été la cible, le sol de la province renferme un grand nombre de mines terrestres et d'autres engins explosifs non éclatés. Ces explosifs font planer une menace immédiate sur la vie des populations et constituent un obstacle majeur à l'acheminement de l'aide humanitaire, à la reconstruction des logements, des

Kosovo : le déminage en chiffres¹

Nombre de champs de mines inventoriés	616
Nombre d'aires connues d'éclatement de bombes en grappes	333
Nombre de victimes de mines ou d'engins explosifs non éclatés ²	300
Superficie (en mètres carrés) des terres déminées par le CCAM ²	4 940 560
Nombre de maisons déminées ²	13 702
Nombre d'écoles déminées ²	559
Nombre estimatif d'années requises pour enlever les mines et les autres engins explosifs non éclatés	2-3

1. Données fournies par l'ONU.
2. De juin à novembre 1999.

Rôle décisif de l'ONU dans la coordination du déminage au Kosovo

infrastructures et des services essentiels, et au rétablissement des normes de la société civile. Les Nations Unies, par l'entremise de leur Service d'action antimines et d'autres organismes, jouent un rôle critique vis-à-vis la coordination des réponses à la crise.

Les interventions contre la menace imminente causée par les mines ont été engagées avant même la cessation des hostilités : alors que des milliers de réfugiés s'entassaient dans des camps situés à proximité de la frontière, l'UNICEF – l'organisme onusien qui dirige les programmes de formation à la sensibilisation aux mines – a coordonné une campagne publique visant à informer les réfugiés au sujet des mines et des autres engins non éclatés qu'ils pouvaient s'attendre à trouver à leur retour au Kosovo.

La principale menace résulte des mines posées par les forces armées, la police et les unités paramilitaires serbes, notamment le long des frontières avec l'Albanie et la Macédoine. Certains champs de mines à vocation défensive sont situés à l'intérieur de la province, et on trouve dans les villages et près des infrastructures essentielles des engins qui ont surtout une valeur de nuisance. L'Armée de libération du Kosovo (ALK) a aussi eu recours aux mines, mais on indique que celles-ci ont été enlevées conformément aux conditions énoncées dans un accord technique militaire signé avec l'OTAN.

Le Centre de coordination antimines des Nations Unies a été constitué peu de temps après une mission d'évaluation initiale effectuée sous l'égide de l'ONU en juin 1999. Le CCAM assure désormais la coordination opérationnelle et

l'attribution des tâches prioritaires à 17 organismes de déminage accrédités – organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées. En termes simples, ces priorités consistent à aider les réfugiés à rentrer dans leurs foyers ou sur leurs terres, et à favoriser la reconstruction et la remise en état des infrastructures et des services essentiels avant l'hiver.

Toutes les entreprises et les ONG qui participent à ces activités doivent être accréditées par le CCAM et doivent satisfaire à des normes minimales en ce qui a trait à la formation, à l'équipement, aux procédés employés, à la protection médicale du personnel et aux communications. Les matériels qu'elles diffusent doivent être conformes aux lignes directrices internationales relatives à la formation à la sensibilisation aux mines terrestres et aux engins explosifs non éclatés.

Un certain nombre d'organisations ont dispensé des services de formation pour renforcer les capacités locales de déminage. À ce jour, on a recruté plus de 500 agents de déminage locaux.

Les principaux programmes de sensibilisation mis en place visent des activités communautaires, y compris le programme « d'un enfant à l'autre » et la formule du « village plus sûr ». On a mis sur pied le programme axé sur les enfants parce que les activités de sensibilisation aux mines et aux autres engins non éclatés ne seront formellement intégrées aux programmes scolaires qu'en novembre 2000. Ce programme met l'accent sur le rôle que l'enfant peut jouer en informant d'autres enfants et ses parents à la maison au moyen d'activités et des jeux traditionnels. Il bénéficie par ailleurs du soutien d'une équipe qui mène des travaux de déminage immédiats en plus de délimiter et signaler des « aires de sécurité pour les enfants ». On a déjà

Burin Perteshi, âgé de 12 ans, a eu la jambe amputée par une mine alors qu'il ramassait des fraises



AP Photo/ Pier Paolo Cito

observé des cas où des enfants ont mis à contribution la formation qu'ils ont reçue pour signaler la présence de bombes en grappes et d'autres engins non éclatés.

Dans le cadre du programme basé sur le concept du « village plus sûr », on examine les besoins des habitants d'un village déterminé et on leur offre des solutions qui leur évitent de s'exposer au danger. Par exemple, on leur fournira du bois de chauffage pendant l'hiver jusqu'à ce qu'on ait pu déminer une zone où ils peuvent aller cueillir du bois en toute sécurité.

Les mines ont fait 300 victimes jusqu'à maintenant, dont 54 personnes tuées. Le rythme des accidents s'est quelque peu stabilisé ces derniers mois, de sorte qu'on recense aujourd'hui environ 40 victimes par mois. La détérioration du système de santé publique crée toutefois de grandes difficultés aux services qui doivent répondre aux besoins des survivants à court et à long terme. L'organisme directeur en ce qui concerne l'aide aux victimes est l'Organisation mondiale de la santé (OMS). De concert avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et un certain nombre d'ONG partenaires (par exemple, Handicap International et la Mother Teresa Society), l'OMS a entrepris de mettre en place des mécanismes permettant de prodiguer des soins médicaux complets et des services de réadaptation aux victimes des mines.

L'action du Canada

Le 1^{er} novembre, le gouvernement canadien a annoncé un vaste programme d'aide en faveur du Kosovo et de la région des Balkans, dont le montant s'élève à 100 millions de dollars. De cette somme, 5 millions de dollars seront consacrés au cours des deux prochaines années au soutien institutionnel du Centre de coordination antimines des Nations Unies, au déminage, à la sensibilisation aux mines et à l'aide aux victimes.

L'appui accordé par le Canada à l'action contre les mines au Kosovo a débuté avant même que la paix soit rétablie dans cette région : alors que les réfugiés s'entassaient dans des camps le long de la frontière dans l'espoir de pouvoir bientôt retourner chez eux, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) apportait son concours aux démarches de l'UNICEF pour les sensibiliser au problème des mines.

Les Canadiens étaient également présents lorsque la paix a été déclarée en juin : les sapeurs du 1^{er} Régiment du génie d'Edmonton faisaient partie de l'avant-garde des forces de l'ONU qui sont entrées au Kosovo après le retrait des Serbes, et ils furent ainsi parmi les premiers étrangers à constater l'ampleur

des dégâts infligés à cette province minuscule. Grâce à l'expertise de ces ingénieurs militaires en matière de déminage et d'élimination des mines, ils ont joué un rôle déterminant dans l'enlèvement des mines, pièges et autres engins explosifs posés le long des routes et sous les ponts, permettant ainsi aux forces de sécurité et aux secours humanitaires de pénétrer sur le territoire.

Si le Canada a exercé des pressions en faveur d'une « réaction rapide » coordonnée à la crise des mines terrestres au Kosovo, c'est qu'il a très tôt compris que les mines et les autres engins non éclatés feraient planer une grave menace sur les civils après la fin du conflit. En juin, le Canada et la Belgique ont cofinancé la première mission au Kosovo du Service d'action antimines des Nations Unies afin qu'il puisse établir un plan d'ensemble pour coordonner les interventions de la communauté internationale.

La mise sur pied du Centre de coordination antimines des Nations Unies à Pristina est un des principaux résultats de la mission. Trois membres du personnel du ministère de la Défense nationale ont été détachés auprès du CCAM pour aider à créer une base de données et à préparer des relevés

Suite à la page suivante

International Demining Alliance Canada Inc

CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY CIDA

AGENCE CANADIENNE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

KOSOVÉ - GLOGOVČ - FIELD OFFICE

LA CRISE DES MINES AU KOSOVO

Grâce au déminage effectué par l'équipe canadienne de Wolf's Flats et du CIDC, ce Kosovar a pu avoir accès aux grains d'hiver emmagasinés derrière sa maison, détruite par les bombes.

Suite de la page 5
cartographiques montrant les emplacements des mines et autres engins non éclatés au Kosovo. Ils ont contribué à la production et à la mise à jour continue de centaines de cartes recouvrant toute la province. Ces relevés sont essentiels aux travaux du CCAM relativement à la coordination, à l'attribution des tâches et à l'assurance de la qualité des opérations de

déminage.

Les travaux de déminage sont effectués par diverses ONG et entreprises privées, y compris une petite équipe déployée sur le terrain par deux organisations canadiennes – Wolf's Flats Explosive Ordnance Disposal Corporation et Canadian International Demining Centre. Entre août et novembre, cette équipe de quatre techniciens bénéficiant de services de soutien sur le terrain a déminé 71 écoles et 46 maisons, ainsi que sept dispensaires, quatre stations d'énergie électrique, quelques stations de transmission d'émissions de télévision et de radio et une station de pompage d'eau. À lui seul, le déminage des écoles a permis à des milliers d'enfants de reprendre leurs études cet automne.

L'organisation International Demining Alliance of Canada reçoit également des appuis financiers du gouvernement pour mener des activités de déminage au Kosovo. Elle y a déployé cinq équipes de déminage et d'élimination des mines dont le travail a

permis à de nombreuses familles de retourner dans leur foyer, dégagé des voies d'accès vers les puits communautaires et les stations d'énergie électrique, et déminé des écoles et des complexes agricoles.

Des projets de construction d'abris entrepris par CARE Canada et par Vision mondiale peuvent également se réaliser en toute sécurité grâce au déminage réalisé par le Mines Advisory Group et par MINETECH avec le concours de l'ACDI.

En outre, l'Université Queen's a reçu des crédits qui lui permettront d'étendre au Kosovo son programme communautaire de réadaptation des personnes handicapées dans la région des Balkans, y compris les victimes des mines antipersonnel.

— Lisanne Garceau Bednar, ACDI

Contribution du Canada au financement de l'action antimines au Kosovo¹

Mission d'évaluation de l'ONU	75 000 \$
Soutien au CCAM	
Détachement pendant six mois de trois membres des Forces canadiennes	229 000 \$
Déminage	
Wolf's Flat Explosive Ordnance Disposal Corporation/ Canadian International Demining Centre	528 000 \$
International Demining Alliance of Canada	1 255 000 \$
Mines Advisory Group	300 000 \$
MINETECH	300 000 \$
Sensibilisation aux mines	
UNICEF	(Tranche de) 1 000 000 \$ ²
Aide aux victimes	
Programme de réadaptation communautaire de l'Université Queen's	500 000 \$ ³

1. Au 18 novembre 1999.
2. Montant total attribué à l'UNICEF pour son programme dans la région des Balkans, y compris le Kosovo. On estime que la tranche relative à ce poste de dépenses représente environ 20 % du total.
3. D'août 1999 à janvier 2000.



Wolf's Flats



The Edmonton Journal/Chris Schwarz

À droite: À Pristina, Sheldon Porter, membre du 1^{er} Régiment du génie, d'Edmonton, est à la recherche de mines à la base principale de l'Armée yougoslave au Kosovo, détruite par les bombes. Une fois déminé, le camp a servi de base aux troupes et hélicoptères canadiens placés sous la direction de l'ONU.

Page de droite: Réfugiés kosovars d'ethnie albanaise à la frontière de l'Albanie et du Kosovo, le 17 juin 1999. Faisant peu de cas des affiches qui les mettaient en garde contre les mines antipersonnel, des milliers de réfugiés sont retournés au Kosovo.



AP Photo/David Guttenfelder



Les chefs de délégation à la première réunion des États parties.

La rencontre de Maputo donne une nouvelle impulsion à la Convention

Moins de trois mois après l'entrée en vigueur de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la capitale du Mozambique, Maputo, a accueilli la première réunion des États parties, autre jalon marquant dans l'histoire du mouvement en vue d'abolir ces engins de mort. Au total, 108 gouvernements (dont ceux de 12 pays non signataires) et 15 organisations internationales et ONG étaient représentés à Maputo. Il était tout à fait approprié que Maputo soit choisie pour lancer le nouveau processus, car le Mozambique compte parmi les pays où le

nombre de mines terrestres est le plus élevé et il a été un des premiers à appuyer l'interdiction de ces engins en Afrique.

Conformément à la tradition établie au cours du Processus d'Ottawa, qui avait débouché sur la signature de la Convention, la rencontre de Maputo conjugait des séances structurées et non structurées, axées sur l'action et faisant appel à l'expertise de nombreux protagonistes de l'action antimines à l'échelle mondiale, tels les Nations Unies, le CICR et la Campagne internationale pour interdire les mines terrestres

(CIMT), représentés par environ 140 personnes venues de plus de 60 pays.

Un des principaux objectifs de la réunion consistait à opérationnaliser la Convention afin qu'elle puisse être mise en application rapidement et intégralement et servir de cadre pour s'attaquer à la crise provoquée par les mines à l'échelle mondiale. Les gouvernements ont approuvé une formule commune pour la présentation à l'ONU de leurs rapports sur les mesures de transparence (article 7) et les participants ont entendu des rapports de chacun des pays sur leurs efforts en vue d'assurer la mise en œuvre de la Convention. La déclaration émise à l'issue de la conférence réitérait l'engagement « inébranlable » des participants à éliminer totalement les mines antipersonnel. Plusieurs gouvernements ont condamné le retour à l'utilisation des mines en Angola et au Kosovo.

On a confié à des « comités permanents d'experts » un programme de travail intersessionnel consistant à inventorier et résoudre les difficultés concrètes liées à la mise en application de la Convention. Ces comités se réuniront périodiquement et feront rapport à la deuxième réunion des États parties, qui doit se tenir à Genève en septembre 2000. Les travaux intersessionnels seront dirigés par 20 États représentant les régions développées, les pays en développement et les pays touchés par des mines.

Composition des comités permanents d'experts chargés des travaux préparatoires à la deuxième réunion des États parties

Comité	Coprésidents	Rapporteurs
Déminage	Royaume-Uni Mozambique	Pérou Pays-Bas
Aide aux victimes et sensibilisation aux mines	Mexique Suisse	Nicaragua Japon
Destruction des stocks	Hongrie Mali	Malaisie République slovaque
Technologies pour l'action antimines	France Cambodge	Yémen Allemagne
État général et fonctionnement de la Convention	Canada Afrique du Sud	Zimbabwe Belgique

Le Canada nomme un nouvel ambassadeur à l'action contre les mines

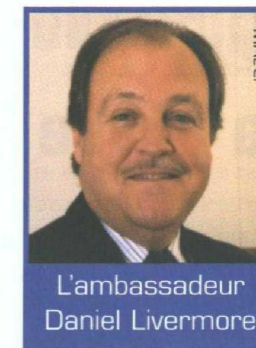
Le Canada a un nouvel ambassadeur à l'action contre les mines. Il s'agit de Daniel Livermore, anciennement ambassadeur du Canada au Guatemala et au Salvador, qui occupe son nouveau poste depuis le mois d'août.

« La communauté internationale a fait d'immenses progrès ces deux dernières années, et nous devons maintenir cet élan », a déclaré M. Livermore, qui détient un doctorat de l'Université Queen's à Kingston (Ontario) et a œuvré longuement auprès des Nations Unies dans le domaine de la sécurité et des droits de l'homme.

« La conclusion du traité interdisant les mines terrestres était un événement historique d'une énorme

portée. Nous devons maintenant faire preuve de la même vigueur et de la même détermination pour assurer le respect intégral de toutes les dispositions du traité et amener les pays qui ne l'ont pas encore fait à signer la Convention. »

Le poste d'ambassadeur à l'action contre les mines a été créé en mai 1998 par le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, pour veiller à l'application intégrale de la Convention d'Ottawa et faire en sorte qu'elle puisse véritablement transformer la vie des populations touchées par les mines à travers le monde.

L'ambassadeur
Daniel Livermore

La première titulaire du poste (de mai 1998 à août 1999), Jill E. Sinclair, a été nommée directrice générale de la Direction générale des enjeux humains et mondiaux au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI).

Coup d'envoi d'un nouvel organisme de lutte contre les mines terrestres

La Fondation canadienne contre les mines terrestres antipersonnel, un organisme caritatif créé récemment au sein du secteur privé, tiendra son dîner inaugural à Ottawa le 3 décembre 1999, célébrant du même coup le deuxième anniversaire de la cérémonie de signature de la Convention sur l'interdiction des mines. La soirée sera placée sous la présidence du gouverneur général, Adrienne Clarkson, et de son époux, John Ralston Saul. Parmi les invités de renom, mentionnons la Reine Noor de Jordanie, le pianiste Oscar Peterson, le philanthrope George Soros, le sénateur américain Patrick Leahy, l'ambassadrice de la CIMT, Jody Williams, ainsi que Maurice Strong, le président de l'Université pour la paix des Nations Unies.

En plus de marquer un jalon important dans la lutte pour faire interdire les mines terrestres, le dîner du 3 décembre rendra hommage aux créateurs de la Fondation, dont les contributions aideront celle-ci à atteindre l'objectif de sa campagne de souscription de 1999.

L'argent recueilli par la Fondation sera versé dans un fonds permanent pour l'action antimines, qui servira d'abord à appuyer les opérations de déminage et mettra aussi l'accent sur l'aide aux victimes. Les projets proposés sont soumis à l'approbation du conseil d'administration de la Fondation, qui bénéficie, pour faire ses choix, du concours d'un comité consultatif composé d'experts en déminage et en action antimines venus du secteur non gouvernemental, des forces armées et des Nations Unies.

Interdisons les mines terrestres 99 : pleins feux sur l'action antimines

Ceux et celles qui veulent en savoir davantage au sujet de l'action antimines auront bientôt l'occasion de rencontrer certains des principaux acteurs dans ce domaine.

Pour montrer que le Canada reste résolu à lutter contre les mines terrestres, Actions Mines Canada, la Croix-Rouge canadienne et l'Équipe d'action contre les mines du MAECI ont en effet entrepris de coparrainer une exposition intitulée « Interdisons les mines terrestres 99 », qui se tiendra au pavillon Aberdeen du parc Lansdowne à Ottawa, les 2 et 3 décembre.

L'exposition sera ouverte au public et les visiteurs pourront s'y familiariser avec diverses organisations canadiennes et internationales qui collaborent avec le gouvernement canadien dans la lutte contre les mines terrestres à l'échelle mondiale. On prévoit la participation de certaines têtes d'affiche du mouvement en faveur de l'abolition des mines, dont le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et la lauréate du prix Nobel, Jody Williams, de la CIMT.

Parmi les manifestations et



activités prévues, on peut mentionner la simulation d'un « village miné », un cybercafé et un « festival de films » sur l'action antimines, ainsi qu'un « coin des orateurs » où auront lieu des exposés et des débats d'experts et de militants de l'action antimines. En outre, des équipes de déminage, y compris des représentants de l'organisation Norwegian Peoples Aid, seront présents pour faire la démonstration de leur travail.



Pérou-Équateur : on passe à la phase 2

Une délégation composée de représentants du Canada, de l'Organisation des États américains (OEA) et des États-Unis a effectué une mission exploratoire de déminage en Équateur et au Pérou à la mi-août 1999. La mission avait pour but de déterminer les besoins des deux pays en ressources financières et humaines au moment où ils entament la deuxième phase du programme de déminage de leur frontière commune, et de mieux connaître leurs priorités et leurs plans d'action.

L'accord signé par le Pérou et l'Équateur le 25 octobre 1998 pour mettre fin au conflit frontalier de 1995, était le premier traité de paix de l'histoire du continent américain à renfermer des dispositions relatives au déminage.

La phase 1 du programme, c'est-à-dire la démarcation de la frontière commune, a été réalisée de janvier à avril 1999. La jungle touffue qui se trouve dans cette région, où abondent les mines terrestres déposées à l'occasion de conflits frontaliers tout au long de la deuxième moitié du XXe siècle, a compliqué la tâche des démineurs. Il a fallu transporter les équipes par voie aérienne directement jusqu'au terrain où elles devaient accomplir leur travail.

En raison de ces conditions périlleuses, le Pérou et l'Équateur ont convenu que l'équipement de déminage et le partage des compétences étaient la clé d'une intervention plus sûre et plus efficace.

La phase 2 de l'opération de déminage a débuté en septembre dans

la région de Tiwinza, à laquelle l'accord de paix confère un caractère prioritaire. On prévoit d'établir dans cette région un parc national en Équateur et de construire une route reliant le parc au Pérou. La phase 2 devrait prendre fin dans 10 ans, conformément aux obligations énoncées dans la Convention d'Ottawa, que le Pérou et l'Équateur ont tous deux signée et ratifiée.

Jusqu'à présent, le Canada a contribué la somme de 400 000 dollars au déminage des régions frontalières entre le Pérou et l'Équateur.

Ce démineur à la frontière du Pérou et de l'Équateur porte un ensemble de protection fourni par l'entreprise canadienne Med-Eng Systems.



OEA

À Zagreb, rencontre sur l'action antimines

La Croatie a été un des premiers pays d'Europe méridionale à signer et ratifier la Convention d'Ottawa. Malgré cela, la communauté internationale a mis du temps à porter son attention sur l'infestation de mines dont souffre ce pays et à prendre acte des mesures prises par son gouvernement, de concert avec les Nations Unies, pour remédier à la situation.

La conférence régionale de Zagreb sur l'action antimines, tenue du 28 au 30 juin, a permis aux participants de discuter de l'action antimines et des incidences de la Convention d'Ottawa sur les Balkans. Elle rassemblait des représentants d'ONG, d'organisations internationales et de gouvernements venus de l'Albanie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la République de Moldova, de l'Ukraine, de la Slovaquie

et de la Bosnie-Herzégovine, entre autres. Les participants ont pu discuter de leurs expériences en ce qui a trait à la gestion du problème des mines et à la mise en application de la Convention, notamment du point de vue du déminage et de la destruction des stocks.

La rencontre a également permis de voir comment la Croatie s'attaque au problème des mines sur son propre territoire. Le Centre d'action contre les mines de Croatie (CROMAC) est chargé d'assurer la coordination entre les donateurs, de fixer les priorités, de contrôler la qualité du déminage, de tenir une base de données sur les incidents causés par les mines et d'établir un relevé cartographique des terres déminées et des aires minées. Depuis l'adoption en mars 1998 d'une loi régissant les opérations de déminage et confiant, dans une large mesure, l'exclusivité de ces dernières au

La destruction des stocks ukrainiens : avancement des travaux

Un important travail de base a été entrepris en vue de la destruction d'environ 9,6 millions de mines terrestres en Ukraine. Suivant le protocole d'entente sur une coopération mutuellement profitable signé par le Canada et l'Ukraine le 28 janvier 1999, les deux pays doivent choisir une entreprise qui sera chargée de la destruction des stocks et préparer le contrat permettant de lancer les travaux. Des mécanismes d'évaluation environnementale et de vérification financière et technique doivent également être mis en place.

Ces étapes devraient être menées à terme au cours des mois à venir, de sorte que la destruction des stocks pourra commencer d'ici un an. Le but

du programme est de détruire tous les stocks d'ici quatre ans, conformément au calendrier prévu dans la Convention d'Ottawa.

Pour faciliter la mise au point du programme de destruction des stocks, une délégation canadienne dirigée par le lieutenant-général (à la retraite) Gordon Reay, conseiller auprès de l'ambassadeur à l'action contre les mines, a séjourné à Kiev du 19 au 23 juillet, où elle a rencontré des représentants de trois ministères du gouvernement ukrainien (politique industrielle, défense, affaires étrangères).

Depuis cette visite, le Canada a pris part à des consultations avec d'autres pays donateurs et avec des organismes tels que l'OTAN, dans le but de trouver

des ressources additionnelles pour la destruction des mines. Fin octobre, le général Reay a rencontré des représentants de l'OTAN à Bruxelles pour explorer avec eux les moyens d'élaborer une formule de coopération ou d'investissement de l'Alliance atlantique dans le programme de destruction des mines ukrainiennes.

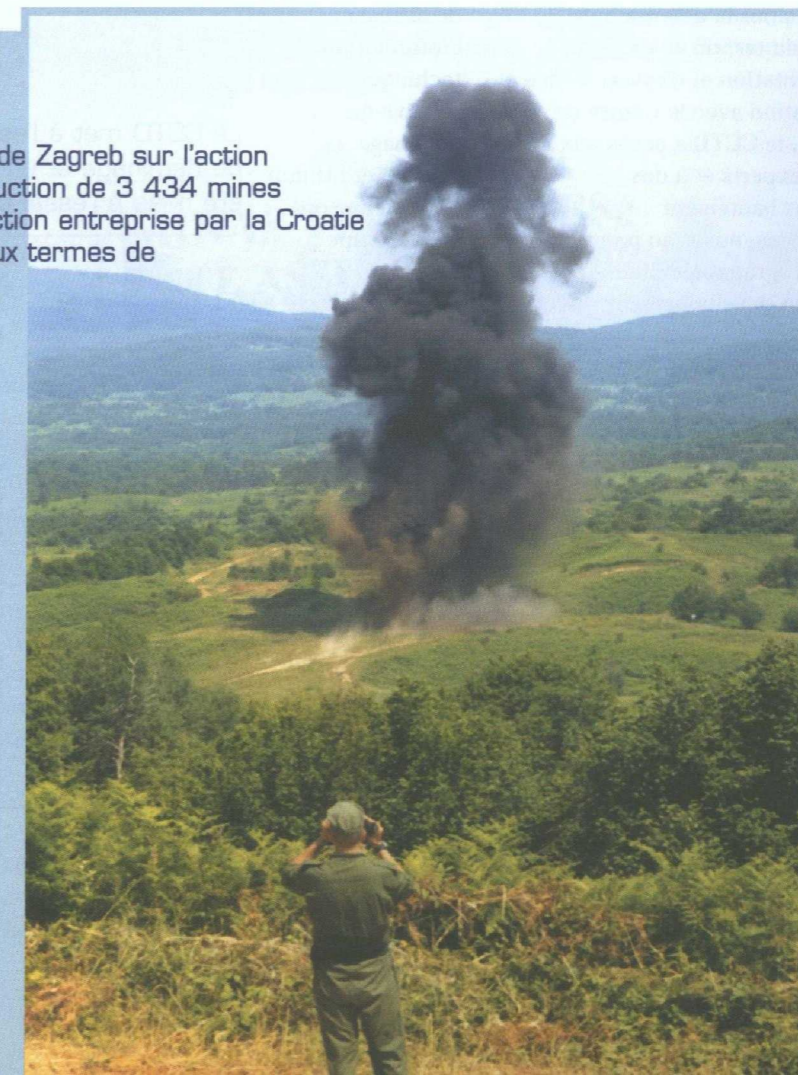
L'Ukraine et le Canada participeront tous deux à la prochaine réunion intersessionnelle du Comité permanent d'experts sur la destruction des stocks, qui aura lieu à Genève les 9 et 10 décembre. La situation de l'Ukraine sera l'une de celles qui seront examinées par la communauté internationale lors de cette rencontre.

antimines

Le début de la conférence régionale de Zagreb sur l'action antimines a été marqué par la destruction de 3 434 mines antipersonnel, première étape de l'action entreprise par la Croatie pour s'acquitter de ses obligations aux termes de l'article 4 de la Convention d'Ottawa.

secteur privé, ce sont des entreprises commerciales, aussi bien étrangères que croates, qui assurent une bonne partie du déminage.

Le CROMAC est administré par des Croates, de sorte qu'il tient compte des priorités définies par les populations locales, mais il est aussi réceptif aux nouvelles technologies et aux nouvelles méthodes d'intervention dans l'exécution de ses propres plans d'action. Bien qu'il soit dirigé et animé par des Croates, il bénéficie du soutien de deux équipes de conseillers internationaux, à savoir un groupe de l'Union de l'Europe occidentale et un autre du Programme d'assistance à l'action contre les mines des Nations Unies.



CIM/Mary Wareham

Centre canadien des technologies de déminage



Lorsqu'il a établi le Fonds canadien contre les mines terrestres, le gouvernement fédéral a reconnu qu'il fallait aussi mettre au point de nouvelles technologies pour répondre aux

besoins de l'action humanitaire dans ce domaine. Aussi a-t-il créé le Centre canadien des technologies de déminage (CCTD), situé à la Base des Forces canadiennes située à Suffield (Alberta). Cet endroit a été choisi en raison de la proximité du Centre de recherches pour la défense Suffield (CRDS) et du terrain d'expérimentation et d'essais. Grâce à son association avec le Centre de recherches, le CCTD a accès aux services d'experts et à des installations hautement perfectionnées, mises au point dans le cadre du programme militaire de recherche et développement (R-D) en déminage.

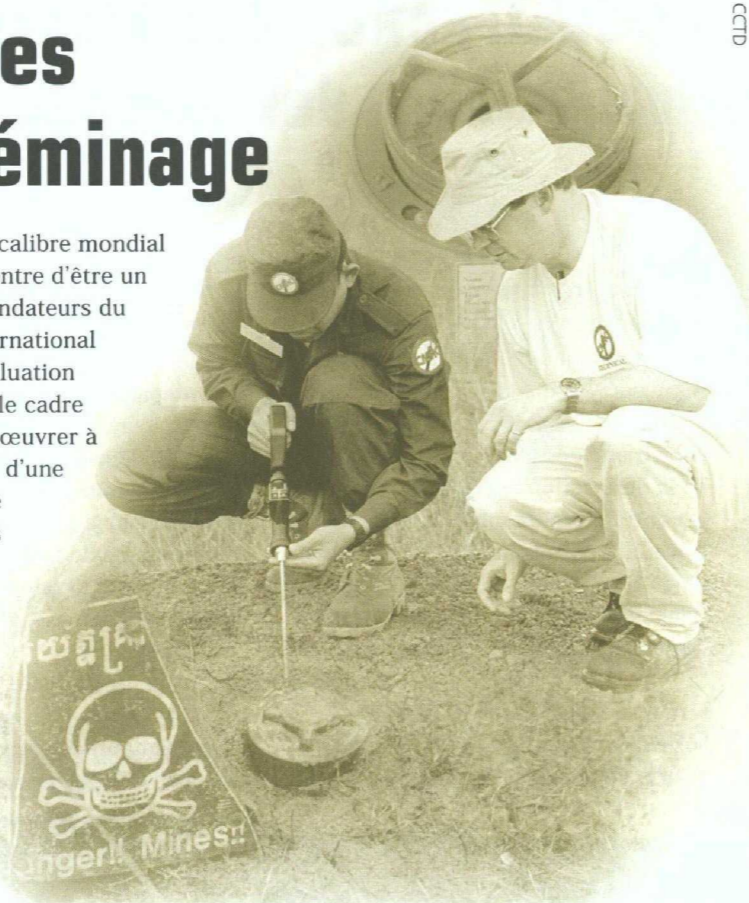
Résultat d'un partenariat formé par le ministère de la Défense nationale (MDN) et Industrie Canada, le CCTD a pour mission de mener des activités de R-D sur les technologies à faible coût destinées au déminage humanitaire, et de les commercialiser. Le MDN se concentre sur le volet R-D, tandis qu'Industrie Canada collabore avec le secteur privé dans le but de mettre en marché les technologies prometteuses dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada.

Faisant appel aux installations d'expérimentation et d'essai de Suffield, le CCTD évaluera les nouvelles technologies afin de veiller à ce qu'elles répondent aux besoins des experts en déminage. L'accès à ces

installations de calibre mondial permettra au Centre d'être un des membres fondateurs du Programme international d'essais et d'évaluation (ITEP) et, dans le cadre de ce dernier, d'œuvrer à la mise au point d'une norme mondiale d'évaluation des nouvelles techniques de déminage.

Un volet important du mandat du CCTD l'enjoint d'acquiescer et de diffuser l'information technique relative au déminage. Le Canada et l'Union européenne ont proposé une initiative importante à cet égard, soit le Forum d'information, qui organisera des ateliers et éditera une revue internationale consacrée à la technologie du déminage. Tout en mettant l'accent sur l'information technique, le Forum sollicitera activement la participation des organismes de déminage et veillera à ce que son produit réponde directement à leurs besoins.

Le CCTD apportera une contribution importante à la protection des démineurs et à la recherche de solutions de remplacement aux mines antipersonnel. Il s'emploiera à protéger les démineurs en comprenant mieux comment se produisent les blessures dues à l'explosion des mines afin d'améliorer les vêtements et l'équipement de protection. Une étude



Le CCTD met à l'essai les nouvelles technologies de déminage et en fait l'évaluation. Cette sonde a été mise à l'essai au Cambodge.

opérationnelle du rôle des mines antipersonnel dans les conflits armés marque le début des travaux consacrés aux solutions de rechange.

Au cours de la première année complète de fonctionnement, on a établi le programme général du CCTD et lancé plusieurs projets importants. Les installations d'essai et d'évaluation du Centre sont employées de façon régulière. Par sa participation active au Forum d'information et à ITEP, le Centre a pris un bon départ dans l'échange de renseignements et la normalisation des méthodes d'essai. En maintenant des liens étroits avec les organismes chargés du déminage, le CCTD pourra s'assurer que ses activités profitent à ceux qui travaillent sur le terrain. Pour de plus amples renseignements, voir le site web du Centre (www.ccmatt.gc.ca).

CCTD



La CIMT vise la centième ratification

Depuis sa deuxième assemblée générale, qui coïncidait avec la première réunion des États parties à la Convention d'Ottawa, au Mozambique en mai dernier, la Campagne internationale pour interdire les mines n'a pas relâché ses efforts à travers le monde. La CIMT s'est fixé pour objectif d'obtenir la centième ratification de la Convention d'Ottawa d'ici le 1^{er} mars 2000. À la réunion de Maputo, elle a ajouté les États-Unis à sa liste de pays qu'elle souhaite le plus voir ratifier la Convention et elle a convenu de redoubler ses efforts en vue de faire adopter la Convention par les ex-républiques de l'Union soviétique et les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Elle s'est aussi engagée à exercer des pressions continues sur tous les États qui n'ont pas encore signé la Convention en vue de les amener à le faire, ainsi que sur les acteurs non étatiques afin qu'ils souscrivent à l'esprit et à l'objectif de la Convention.

Au cours de sa réunion de Maputo, la CIMT s'est engagée à participer au programme de travail intersessionnel établi à la réunion des États parties. Les groupes de travail de la CIMT correspondent aux cinq comités permanents d'experts qui travaillent entre les sessions, et la CIMT a désigné un employé à temps plein qui servira d'agent de liaison auprès des gouvernements relativement aux travaux des comités.

Promotion internationale

Au cours des derniers mois, des membres de la CIMT ont organisé des conférences ou participé à des colloques en Allemagne et en Croatie. Un atelier national tenu au Nigéria a aidé à mettre en branle le processus devant amener le nouveau gouvernement du pays à donner son adhésion à la Convention.

La CIMT a également effectué des missions de promotion au Kosovo, en Corée, dans les Émirats arabes unis et ailleurs. Elle a envoyé des lettres aux chefs d'État et mené des activités de promotion au Sommet de la Francophonie au Nouveau-Brunswick en septembre et à l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Également en septembre, elle a effectué une visite aux missions des pays ciblés à New York; en octobre, elle a profité de la tenue d'un Sommet spécial du Conseil européen en Finlande pour faire des pressions en faveur de l'interdiction des mines.

Pendant les prochains mois, des séminaires régionaux et thématiques se tiendront en Géorgie, au Panama, en Égypte, dans la Corne de l'Afrique et aux États-Unis dans le cadre de la campagne continue en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre universelles de la Convention.

Campagnes nationales

En France, des militants ont érigé des pyramides de chaussures et organisé des activités dans 20 villes au cours du mois de septembre. En Italie, la campagne nationale a organisé des activités dans le cadre de la Semaine de la paix; elle a notamment accueilli une délégation de spécialistes afghans de l'action antimines. Une campagne d'envoi de cartes postales au président du Brésil, Fernando Henrique Cardoso, a été lancée le 1^{er} octobre, date d'entrée en vigueur de la Convention dans ce pays.

La CIMT a aussi diffusé plusieurs alertes à l'action en provenance de ses antennes nationales. L'une d'elles visait une société d'État roumaine, Romtehnica, qui était à la recherche d'acheteurs de mines antipersonnel lors d'une foire d'armements au Royaume-Uni. Ce dernier pays est un État partie à la Convention, tandis que la Roumanie ne l'a pas encore ratifiée.

Une autre alerte demandait que des pressions soient exercées sur un comité du Congrès des États-Unis qui envisageait de financer le système RADAM, contenant à la fois des mines antipersonnel et des mines antichars. L'adoption de ce système serait contraire à l'intention exprimée par le gouvernement américain d'adhérer à la Convention d'Ottawa d'ici 2006.

— Liz Bernstein, CIMT



Carte postale envoyée par la campagne brésilienne pour l'interdiction des mines au président Fernando Henrique Cardoso au moment de l'entrée en vigueur de la Convention d'Ottawa au Brésil, le 1^{er} octobre 1999.

Article 7 : votre rapport, s.v.p.

Les mesures de transparence prévues dans la Convention d'Ottawa sont entrées en vigueur en août, date à laquelle plusieurs États parties devaient soumettre leurs rapports en application de l'article 7 du traité.

Cet article précise que chaque État partie doit présenter un rapport annuel au secrétaire général des Nations Unies au sujet des mesures prises pour appliquer la Convention. Le 25 octobre 1999, 20 États parties avaient présenté leur rapport. On peut trouver ces rapports au site web

<http://domino.un.org/Ottawa.nsf>

Les rapports prévus aux termes de l'article 7 sont un moyen d'évaluer les mesures prises par les pays pour respecter la Convention et renferment donc des renseignements qui présentent un intérêt immédiat pour les responsables de l'action antimines.

Préparatifs en vue du deuxième Rapport de l'Observatoire des mines

Depuis le lancement du *Rapport de l'Observatoire des mines 1999* – un ouvrage de 1 100 pages qui représente une innovation dans ce domaine – à l'occasion de la première réunion des États parties à Maputo, les chercheurs de l'Observatoire des mines et les animateurs de la CIMT ont poursuivi leurs efforts en vue d'assurer la diffusion aussi large que possible de ce rapport et de préparer la prochaine édition.

Le résumé du *Rapport* et plusieurs des rapports nationaux qu'il renferme ont été traduits en arabe, en birman, en français, en japonais, en portugais, en espagnol, en russe et en ukrainien. On peut maintenant consulter ces

traductions ainsi que la version intégrale du rapport au site

www.icbl.org/lm

Le Groupe de pilotage de l'Observatoire des mines, composé de cinq membres, s'est réuni à deux reprises pour évaluer les propositions présentées par divers chercheurs en vue du deuxième

Rapport. Le réseau d'informateurs de l'Observatoire s'est élargi et compte maintenant 91 chercheurs dans 80 pays qui s'occuperont de présenter des travaux de recherche sur les mines antipersonnel dans 140 pays et régions touchés par les mines. On est toujours en quête de chercheurs sur place pour certains pays.

Un guide de la recherche a été diffusé auprès des chercheurs chargés d'actualiser l'information que renferme le *Rapport* de 1999 et de fournir des renseignements sur les problèmes entourant la mise en application du traité ou la réponse humanitaire à la crise provoquée par les mines, ou sur les progrès réalisés à cet égard. On continue d'enrichir la base de données de l'Observatoire des mines, qui devrait être accessible en direct à la fin de 1999.

Le deuxième rapport et son résumé seront rendus publics en septembre 2000 lors de la deuxième réunion des États parties, à Genève.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'Observatoire des mines, prière de consulter la section « Landmine Monitor » du site web de la CIMT (à l'adresse www.icbl.org/lm) ou d'envoyer un message électronique à lm@icbl.org

— *Mary Wareham,*
Human Rights Watch

ACTION MINES CANADA : un nouveau rôle international

Action Mines Canada (AMC) assume de nouvelles responsabilités à l'échelle internationale tout en poursuivant son action au Canada même.

Le 3 décembre, anniversaire de la signature du traité d'interdiction des mines terrestres, AMC lancera la base de données de l'Observatoire des mines. À titre de membre du Groupe de pilotage de l'Observatoire, AMC a créé et tenu à jour cet outil d'information, partiellement accessible en direct, dont les chercheurs peuvent désormais se servir pour échanger des données et à partir duquel les rapports annuels de l'Observatoire des mines seront établis.

De plus, AMC est devenu membre du Comité de coordination de la CIMT. Les deux organismes préconisent l'adoption par l'OTAN d'une politique excluant le recours aux mines terrestres.

AMC coprésède actuellement le groupe de travail de la CIMT sur les acteurs non étatiques, lequel coordonne les campagnes nationales auprès des entités non étatiques qui ont les moyens de se servir de mines ou qui exercent un contrôle de fait sur des zones minées.

Au Canada, AMC a choisi deux domaines qu'elle considère prioritaires pour la recherche et pour une action de promotion, soit la question des armes qui ont le même effet que les mines antipersonnel mais ne tombent pas sous le coup de la Convention, et celle des ressources supplémentaires à affecter au déminage et à l'aide aux victimes.

AMC poursuit en outre un programme vigoureux d'information et de sensibilisation en participant (de concert avec le MAECI et la Croix-Rouge canadienne) au programme des Jeunes Ambassadeurs pour l'action contre les mines antipersonnel et à des projets spéciaux comme le concours de conception de symboles à l'intention des jeunes. En outre, elle édite un bulletin trimestriel et maintient un site web.

Pour la deuxième année consécutive, AMC s'emploie à favoriser le développement de ressources de recherche canadiennes en organisant un concours sur les techniques de déminage à l'intention des étudiants universitaires. Le concours de 1999-2000 a été lancé dans le cadre d'une série de conférences présentées dans les universités par des experts de l'action antimines.

AMC a également entrepris d'organiser divers ateliers destinés à améliorer les programmes d'action antimines des ONG en favorisant les échanges

d'expériences et l'examen de nouvelles ressources comme le cadre révisé de Bad Honnef, les lignes directrices de l'UNICEF sur la sensibilisation aux mines et les travaux de recherche de CIETinternational.

— *Mary Foster, Action Mines Canada*

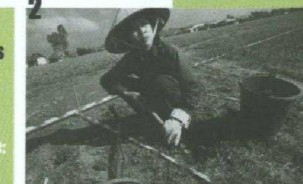
After war has passed over their area, people begin to put their lives back together. Their struggle is made difficult and dangerous by the presence of mines.

Contribute to their struggle for safe land;

Enter
Mines Action Canada's

DEMINING
Technology Competition 1999/2000
Appropriate Technology for Community-based, Humanitarian Mine Clearance

Open to students at Canadian universities and colleges (teams and individuals)
Registration deadline: 30 September 1999



FIRST PRIZE:
\$5000
SECOND PRIZE:
\$2500
THIRD PRIZE:
\$1000

www.minesactioncanada.com/competition



MINES ACTION CANADA
More information:
Mines Action Canada
Demining Technology Competition
1 Nicholas Street, ste 1210
Ottawa ON K1N 7B7
tel 613 241 3777
email <macmary@web.net>

Affiche pour le concours sur les technologies de déminage.



Page couverture : Nic Dunlop, avec la permission de Human Rights Watch

Premier rapport de l'Observatoire des mines, publié lors de la première réunion des États parties à la Convention d'Ottawa en mai 1999.



Jenny Mittelsteadt

Le MAECI lance le *Guide d'action sur les mines*

Les étudiants, les enseignants et les militants disposent d'un nouvel outil pour effectuer des recherches et se renseigner au sujet de la crise humanitaire provoquée par les mines antipersonnel, de la campagne en vue de les abolir et des progrès de la lutte antimines. *Le Guide d'action sur les mines* est maintenant offert sous forme de fichier interactif et téléchargeable en format PDF au site Rescol canadien (adresse : www.schoolnet.ca/accueil/f/ressources/) ainsi qu'au site *Passage* du MAECI (www.mines.gc.ca)

leçons et des suggestions de projets et d'activités, présentées sous une forme attrayante, en vue d'inciter à l'action ou à la recherche. On y trouve des liens intégrés qui permettent aux usagers d'avoir accès instantanément à des dizaines d'organisations publiques et privées qui participent activement à la campagne mondiale contre les mines terrestres.

D'abord conçu pour les élèves des écoles secondaires, le *Guide d'action* intéressera tous ceux qui militent contre les mines terrestres, ainsi que les chercheurs et les enseignants.

Cet outil facile à utiliser offre des

Dans la foulée du succès remporté par le programme des Jeunes Ambassadeurs pour l'action contre les mines antipersonnel, sept nouveaux Ambassadeurs ont parcouru le Canada afin de maintenir l'élan gagné au cours de la première année. Deux Jeunes Ambassadrices actives au cours de la première année se sont jointes au groupe des nouvelles recrues, soit Mélanie Gagnon à titre d'Ambassadrice nationale des jeunes, représentant UNICEF Québec, et Alison Clement, adjointe au programme au secrétariat, à Ottawa. Mélanie et Alison partageront leur expérience avec les nouvelles recrues et représenteront le programme des Jeunes Ambassadeurs à l'échelle nationale et internationale.

Le programme a également accueilli cinq nouvelles organisations hôtes : la Croix-Rouge canadienne à Toronto, Québec, Calgary et Vancouver, et Oxfam Canada à Halifax. Ces organismes se joignent à Action Mines Canada à Ottawa, à UNICEF Québec à Montréal et au bureau de la Croix-Rouge à Winnipeg pour offrir des services de soutien et d'encadrement aux Jeunes Ambassadeurs tout au long des 10 mois que dure le programme.

Le cycle de cette année, qui a débuté en août, comprenait d'abord trois semaines de formation intensive en vue de préparer les Jeunes Ambassadeurs aux activités de promotion dans les écoles et dans les groupes communautaires. Vu l'intérêt grandissant qui se manifeste envers le programme, le stage de formation de cette année a accueilli deux jeunes invitées, dont l'une est maintenant active auprès du département d'éducation interculturelle du YMCA de Fredericton et l'autre à l'Université du Minnesota.

Les Jeunes Ambassadeurs acquerront une précieuse expérience internationale cette année grâce à leur participation à une visite sur le terrain ou à une rencontre internationale qui leur permettra de mieux connaître l'orientation actuelle de la campagne en vue d'abolir les mines et de venir au secours des victimes. En faisant ainsi l'expérience directe du problème et de la campagne internationale, ils pourront enrichir et développer leur travail de sensibilisation au Canada.

Dans le cadre de leur mission, les Jeunes Ambassadeurs coordonneront

Une nouvelle année d'action antimines chez les jeunes

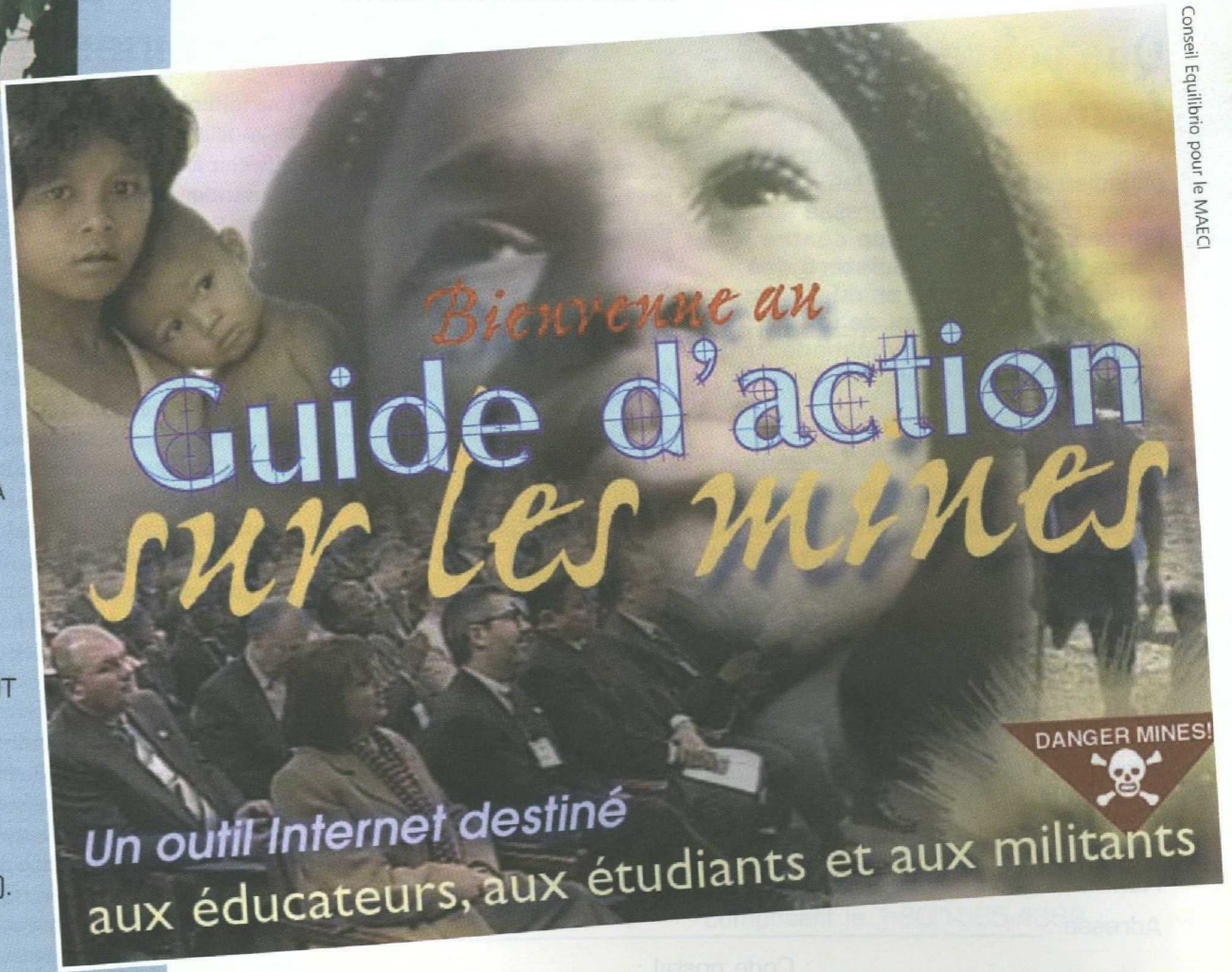
deux activités caractéristiques du programme, soit le projet « Dansons pour vaincre la peur », qui sert à recueillir des fonds, et une conférence régionale de jeunes portant sur les mines terrestres et l'action antimines des jeunes Canadiens.

Le programme de cette année met l'accent sur les choix de carrière afin d'aider les Jeunes Ambassadeurs à définir les objectifs des carrières dans le domaine de l'action antimines. Le programme des Jeunes Ambassadeurs est le fruit d'un partenariat formé par la Croix-Rouge canadienne, Action Mines Canada et l'Équipe d'action contre les mines du MAECI, les stages bénéficiant de l'appui du Programme de stages internationaux pour les jeunes du MAECI.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au secrétariat du programme des Jeunes Ambassadeurs au 613-241-4141 ou par courrier électronique à ymaap@sympatico.ca

— Gail Zboch, gestionnaire de programme

Les Jeunes Ambassadeurs, de gauche à droite : Violaine Des Rosiers (Québec), Jennifer Brammer (Halifax), Jill Olscamp (stagiaire du programme Global Education du YMCA de Fredericton), Darryl Toews (Winnipeg), Nancy Ingram (Calgary), Jenny Mittelsteadt (stagiaire de la CIMT de l'Université du Minnesota), Carla Potts (Ottawa), Rochelle Johnston (Toronto) et Jackie Hansen (Vancouver).



Un outil Internet destiné aux éducateurs, aux étudiants et aux militants

On trouvera le texte du Guide d'action sur les mines à l'adresse www.mines.gc.ca

Conseil Equilibrio pour le MAECI

DOCS
CA1
EA
A65
EXP
v. 12
Fall-Winter
2000

SAFE LANE

CANADA'S LANDMINE BAN REPORT

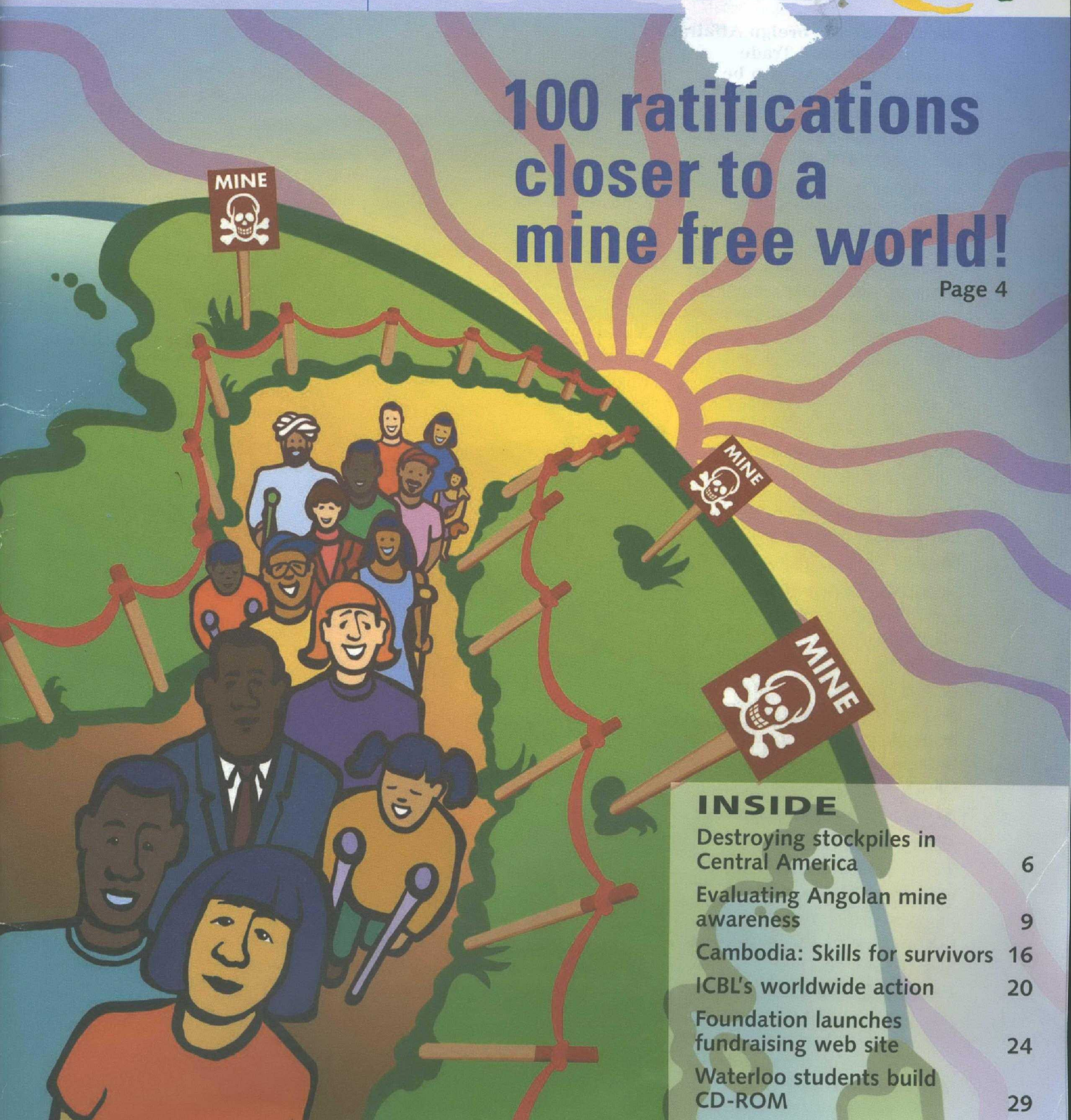


October 2000

Number 12

100 ratifications closer to a mine free world!

Page 4



INSIDE

Destroying stockpiles in Central America	6
Evaluating Angolan mine awareness	9
Cambodia: Skills for survivors	16
ICBL's worldwide action	20
Foundation launches fundraising web site	24
Waterloo students build CD-ROM	29



RESOURCES

Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) materials can be ordered by calling:
Tel: (613) 944-4000
Or 1-800-267-8376
Fax: (613) 996-9709

For other materials, dial the numbers provided below. Unless otherwise indicated, all materials are available in English and French. DFAIT mine action publications are also accessible on the web at: www.mines.gc.ca

Print

Seeds of Terror, Seeds of Hope: 1998-1999 Report on the Canadian Landmine Fund: DFAIT

Back issues of *SafeLane Canada's Landmine Ban Report:* DFAIT

Text of the *Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-personnel Mines and on their Destruction* Available in all six United Nations languages:

DFAIT

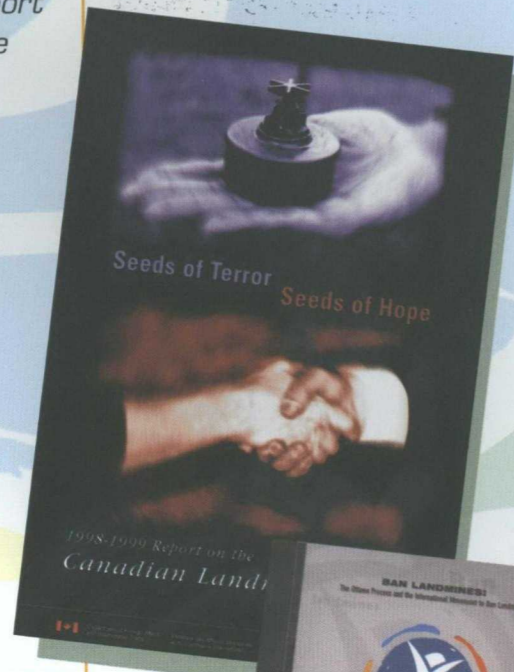
Banning Anti-Personnel Mines – The Ottawa Treaty Explained Available in English, French and Spanish: **International Committee of the Red Cross**
Tel: (613) 740-1802
Fax: (613) 740-1911

Video

New! *Measured Steps*
A 16-minute presentation length video – Available in English and French: DFAIT

In Years, Not Decades
An 8-minute presentation length video – Available in English, French, Arabic and Portuguese: DFAIT

One Step at a Time
A 24-minute, broadcast-length documentary – Available in English, French, Russian and Spanish: DFAIT



CD-ROM

Ban Landmines! The Ottawa Process and the International Movement to Ban Landmines: DFAIT

Web sites

DFAIT's *SafeLane:*
www.mines.gc.ca

New! Watch for a new, enhanced *SafeLane* site this fall at the same address!

New! Watch for a new Youth Mine Action Ambassador Program site this fall at:
www.dangermines.ca

Mines Action Canada:
www.minesactioncanada.org

International Campaign to Ban Landmines: www.icbl.org

International Committee of the Red Cross: www.icrc.org

SAFE LANE



CANADA'S LANDMINE BAN REPORT

Fall/Winter 2000, Number 12

SafeLane is published twice a year by the Mine Action Team, Department of Foreign Affairs and International Trade.

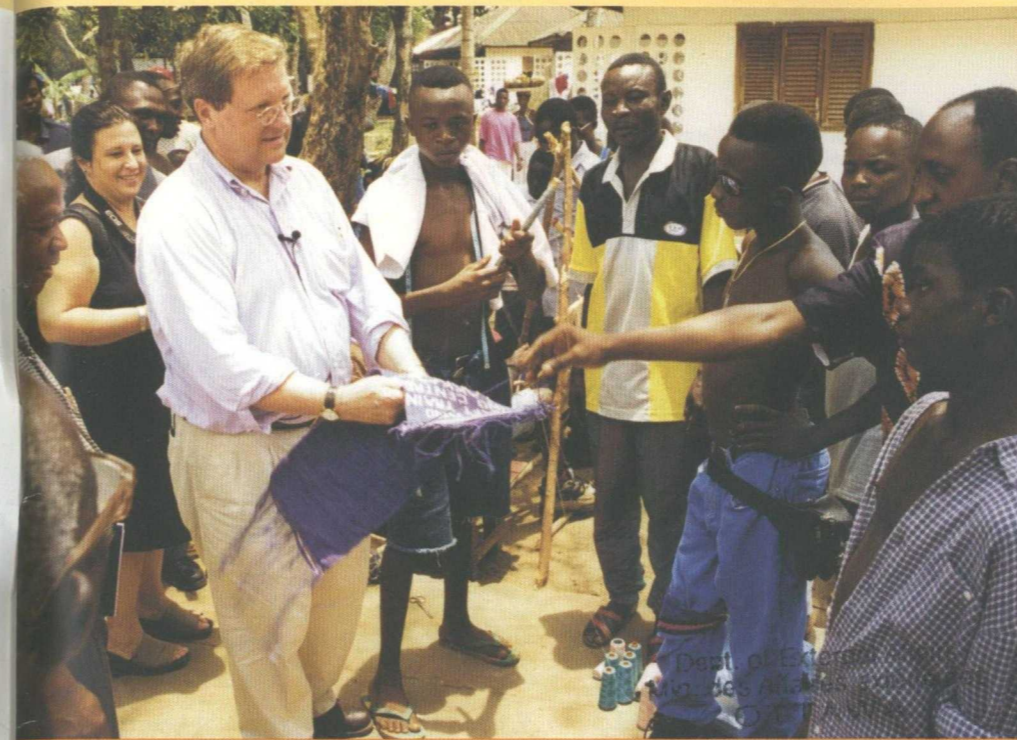
Submissions are invited from governmental agencies and NGOs active in the campaign against landmines. Please send articles of 400 words or less; *SafeLane* editors reserve the right to condense and adapt text. Captioned, print-quality photos much appreciated.

Send submissions, along with clear contact information, to:

Outreach and Communications, Mine Action Team (ILX), Department of Foreign Affairs and International Trade

125 Sussex Drive, Ottawa, ON, Canada, K1A 0G2
Fax: (613) 944-2501

Cover illustration: Candace Lourdes



DFAIT

AXWORTHY:

Let us redouble our efforts to universalize the Convention

OCT 23 2000
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Canada's Minister of Foreign Affairs Lloyd Axworthy

I would like to offer my congratulations and appreciation to all those states, non-governmental and international organizations, individuals and groups who have worked tirelessly to ensure the effective implementation of the Ottawa Convention over the past year.

It is the work of many people – in their roles as state representatives, community activists, front-line mine action workers, teachers, students and others – that will make the goal of a world free from the threat of anti-personnel (AP) landmines achievable.

This year, vital international coordination work has been carried out by the Ottawa Convention's Standing Committees of Experts. Through these committees, representatives of states and non-governmental and international organizations have worked together to focus and advance our international

mine action efforts and to measure progress made in achieving our objectives. Their efforts have served as a global focal point for deliberations on mine action and much has been accomplished since the committees first met in September 1999.

As the cover of this newsletter celebrates, the year 2000 yielded another historic milestone in the movement to ban AP mines. On July 21, the Islamic Republic of Mauritania became the 100th country to ratify the Ottawa Convention – after an unprecedented short period of only 32 months. This achievement signals that global support for the Convention continues to grow as we progress ever further toward our goal of its complete universalization.

And there are many other stories of progress to be shared. The Canadian government and Canadian non-governmental organi-

April 2000: Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy accepts a gift from former child soldiers now living at St. Michael's Lodge Interim Childcare Centre near Freetown, Sierra Leone.

zations are implementing the Convention by clearing mines, destroying stockpiles, improving mine awareness, assisting mine survivors and developing more effective mine action technologies.

Canadian NGO coalition Mines Action Canada continues to mobilize grassroots Canadian concern about this issue, while individuals like Waterloo students Kyle Ruttan and Scott Cressman, through their creative school project, have helped to further our common goal of ending the human suffering caused by AP mines.

While we should be proud of these efforts and the advancements we have made over the past year, we should not forget that our task remains huge. Land that is vital to the socio-economic development of some of the world's poorest countries remains contaminated with mines. Men, women and children continue to fall victim to these weapons daily. Some states have used these indiscriminate killers in the past year. And while a majority of the world's states have ratified the Ottawa Convention, many still have not.

We must remind ourselves of the importance of this work. And as we head into the Second Meeting of States Parties to the Convention in Geneva, September 11-15, 2000, and beyond, let us redouble our efforts to universalize and fully implement the Convention.

The work of the international mine action community and the achievements of the Ottawa Convention have been cause for great hope in recent years. Let us not rest until our work is complete. ●

Highlights of a year's work

The Ottawa Convention's Standing Committees of Experts



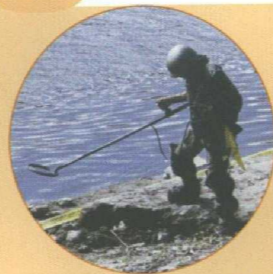
At the First Meeting of States Parties in Maputo, Mozambique in May 1999, the Ottawa Convention's intersessional program was created "to focus and advance our mine action efforts and to measure progress made in achieving our objectives."

This intersessional program involved five thematic committees, each meeting twice between September 1999 and May 2000. The number of issues covered and actions taken by these committees has been impressive. What follows are some highlights of their work.

Implementing the Convention

The **General Status and Operation of the Convention Committee** has:

- ▼ evaluated the process of providing transparency reports under Article 7 of the Convention, proposed adjustments and encouraged compliance with this aspect of the Convention.
- ▼ increased clarification of matters related to mines retained for training and research under Article 3 of the Convention.
- ▼ initiated a process of examining issues related to the clarification of compliance under Article 8.
- ▼ made recommendations designed to streamline the post-Second Meeting of States Parties intersessional program.



Clearing mines

The **Mine Clearance Committee** has:

- ▼ reviewed work on revising international standards for mine clearance and efforts to develop guidelines for mine action, including guidelines on the use of the military in mine action.
- ▼ studied the implementation of recommendations made in the 1996-97 United Nations Report *Development of Indigenous Mine Action Capabilities*.
- ▼ recommended further exploring the impact of mine clearance on peace building and reconstruction.
- ▼ asked the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD) to draft a glossary of mine action terminology.



Developing technology

The **Technologies for Mine Action Committee** has:

- ▼ agreed on the importance of on-going dialogue between developers of mine action technologies and end users.
- ▼ saw a consensus emerge on the need for a "tool-box approach", involving the use of different combinations of mine clearance technologies and techniques according to local circumstances.
- ▼ recognized that while mine detection dogs (MDD) can be invaluable to mine clearance, measures should be taken to develop MDD accreditation procedures.
- ▼ noted the need to develop user-friendly mine action information technologies as well as recognizing progress made to this end through the development of the United Nations Mine Action Service/GICHD Information Management System for Mine Action (IMSMA).



Destroying stockpiles

The **Stockpile Destruction Committee** has:

- ▼ ensured that the mine action community is conscious of the importance of stockpile destruction in our integrated approach to addressing the global landmine problem.
- ▼ reviewed existing and potential sources of financial and technical assistance for stockpile destruction and discussed means to link donors and recipients.
- ▼ assessed overall progress in destroying global stockpiles.
- ▼ noted the merits and constraints of various methods of stockpile destruction.



Assisting victims

The **Victim Assistance and Mine Awareness Committee** has:

- ▼ promoted a *Portfolio of Victim Assistance Guidelines* as a single information resource on the full spectrum of victim assistance activities.
- ▼ recognized the usefulness of UNICEF's Mine Awareness Guidelines and recommended that they be integrated into efforts to develop broader mine action guidelines.
- ▼ raised awareness of the need for more effective reporting on support for victim assistance programs, according to the obligations under Article 6 of the Convention.

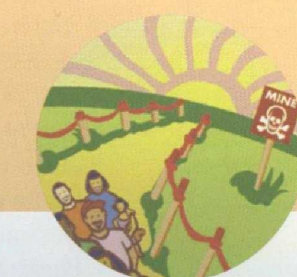
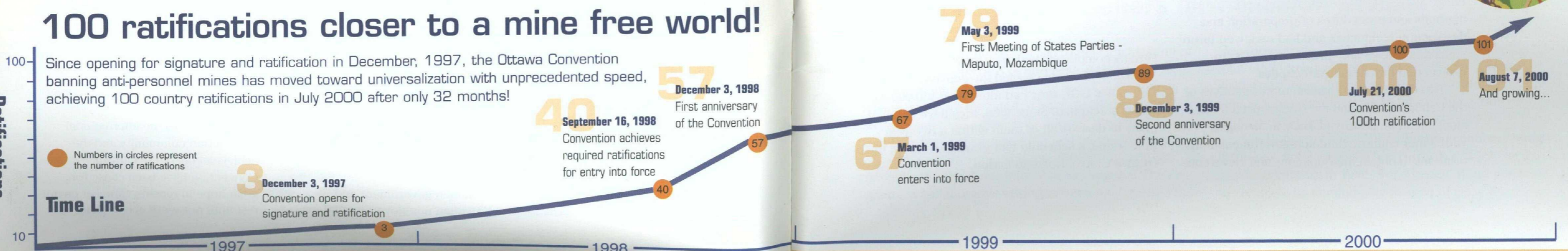
100 ratifications closer to a mine free world!

Since opening for signature and ratification in December, 1997, the Ottawa Convention banning anti-personnel mines has moved toward universalization with unprecedented speed, achieving 100 country ratifications in July 2000 after only 32 months!

Ratifications

Time Line

Numbers in circles represent the number of ratifications



NICARAGUA • HONDURAS

Destroying landmine stockpiles

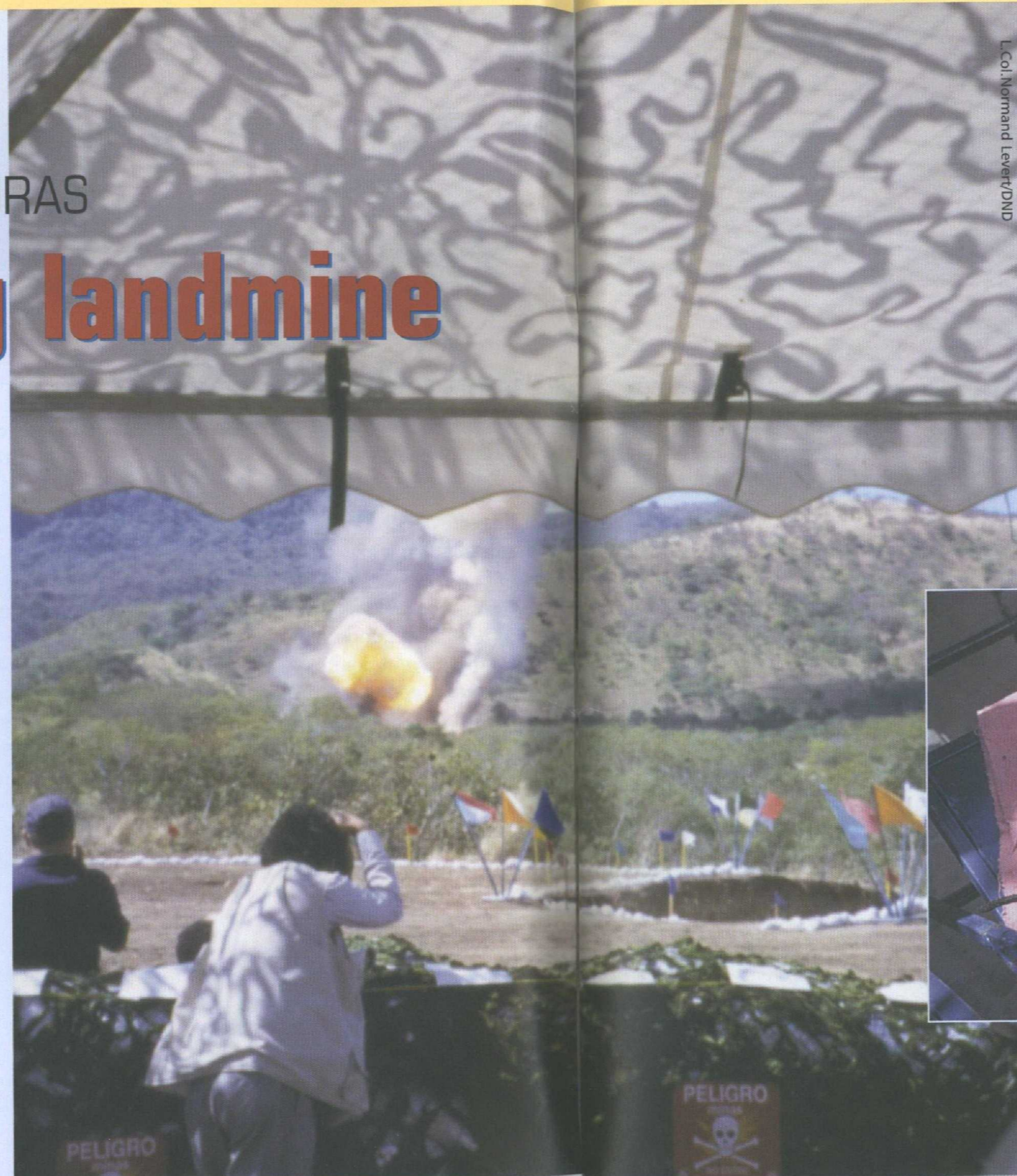
by Hank Morris

Six thunderous explosions rippled across the military range and reverberated through the hills of the northern Nicaraguan training base of Condega, signalling Nicaragua's fourth destruction of stockpiled anti-personnel (AP) mines in compliance with the Ottawa Convention. Plumes of black smoke drifted toward the nearby mountain, but the lower grey tendrils hung near the blackened holes that had held 10,000 mines. Ten thousand less and counting...

Moments before, President Arnoldo Aleman, surrounded by members of the diplomatic corps and the press overlooking the range area, had given the order over the radio for the controlled detonation. I was there representing Canada's Ambassador for Mine Action and heading a technical team from Canada's Department of National Defence accompanied by regional and local Organization of American States (OAS) demining representatives.

The visit by the Mine Action Team, coordinated with the Washington OAS office, had begun earlier in the week. We had met with the Nicaraguan Corps of Engineer Chief Lt. Colonel Bassi and his staff to exchange information on methods and procedures of preparation and destruction techniques and had reviewed future plans and foreseeable problems related to destruction of landmine stockpiles

Two days before the blast, representatives of the Canadian team and the OAS inspected the stockpile to be destroyed. Back in Managua, I met with donor countries and non-governmental organizations to obtain their opinions and views con-



One of six blasts destroying a total of 10,000 anti-personnel mines at Condega, Nicaragua.

cerning compliance with the Ottawa Convention.

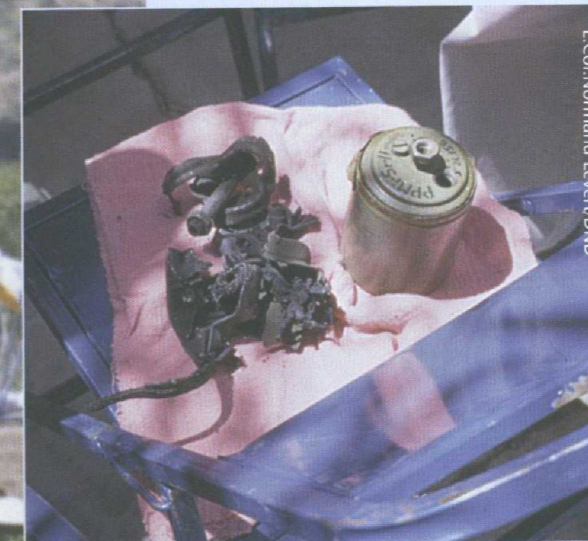
When Nicaragua signed the convention in December 1997, they had more than 130,000 AP mines stockpiled. Since then, they have detailed plans to destroy all of them within a two-year time frame, a schedule two years faster than the Ottawa Convention stipulation.

L.Col. Normand Levert/DND

Honduras

An eight-hour drive north of Managua, the team arrived in Tegucigalpa, the capital of Honduras. The haunting effects of Hurricane Mitch were still evident throughout the city. Once again the regional and local OAS demining representatives had organized the visit.

The Vice-Minister of Defence Rosales Abella and Chief of Staff Colonel Lopez Carballo and their staff met with us to exchange views on how and where to destroy



A POM-Z bounding mine before and after destruction.

L.Col. Normand Levert/DND

Honduras' stock of approximately 7,000 AP mines. The team visited and inspected several storage areas and surveyed possible sites for the planned destruction. The exchange of information was beneficial and has allowed the Honduran authorities to proceed with their destruction plans in 2000.

At the end of the joint visit, a press conference was held explaining the Ottawa Convention and Honduras' plans to comply with Article 4 – the Convention's article concerning stockpile destruction.

There are very active humanitarian demining programs in both Nicaragua and Honduras. Both hosts showed an openness and transparency throughout the visit of the Canadian team.

At this rate, Central America could be one of the first regions to comply with the Convention. In a region where less than two decades ago the sounds of warfare were common, present explosions signal a peacetime implementation of the Ottawa Convention. ●

Hank Morris, a veteran of 10 years service in Central America with the United Nations, is Special Advisor on Stockpile Destruction to Canada's Mine Action Team.

Canada helps buy shelters for Honduran deminers

Canada has contributed \$60,000 to the Organization of American States (OAS) to purchase shelters and related equipment for OAS demining teams in Honduras. The shelters are intended to improve the deminers' living conditions – especially during rainy season – and thus make clearance safer and more effective.

With Canada's contribution, the OAS bought six tents for the Honduras Mine Action Program. The program – a collaborative effort between the OAS and the

Honduran Army – requested the shelters during the joint OAS/Canada stockpile mission in early spring 2000. Once mine clearance is finished in Honduras, the OAS will transfer the tents to other mine action programs in the region.

The Honduras Mine Action Program suffered equipment loss and damages when Hurricane Mitch devastated the country in 1999. Nonetheless, Honduras is set to complete its demining by the end of 2000. ●

Americas stockpile destruction seminar

On November 6 and 7, 2000, representatives of the countries of North and South America will gather in Buenos Aires to discuss the Ottawa Convention and destruction of stockpiled anti-personnel (AP) mines.

Canada and Argentina will co-host the meeting in collaboration with the United Nations Regional Centre for Peace, Disarmament and Development in Latin America and the Caribbean, and the Organization of American States (OAS) Mine Action Unit.

States will gather for two days to discuss their obligations to destroy stockpiles mines within Convention timelines. Experts from the region will exchange information concerning the type and quantity of stockpiled mines, as well as methodologies and experiences in planning for destruction. The group will also look at monitoring, verification, donor assistance and coordination.

Destruction of stockpiled mines is key to preventing the spread of mines, but is technically a complex task. Canada offers technical support to help signatories work to meet their obligations to destroy stockpiled mines.

The objectives of this seminar are to facilitate the goal of a landmine free zone in the Western Hemisphere and compliance with the stockpile destruction sections of the Ottawa Convention. The

seminar is also expected to provide a regional forum in Latin America for debate on best practices and lessons learned in AP mine stockpile destruction.

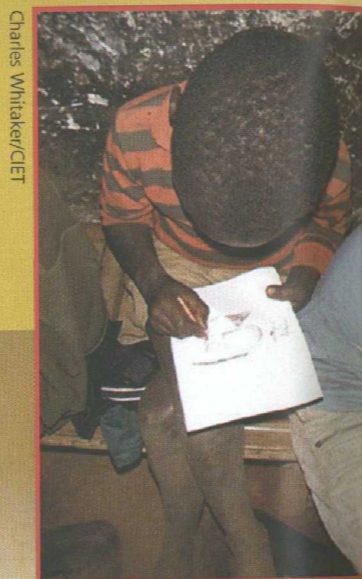
The Americas are poised to become the first mine free hemisphere. All but one of the 34 OAS Member States have signed the Ottawa Convention, and as of August 17, 2000, 26 had ratified it. ●



Charles Whitaker/CIET

ANGOLA

Drawing a picture: How some Angolan children pass on knowledge of landmines to their families.



Charles Whitaker/CIET

WHERE CHILDREN DON'T FEAR TO TREAD: Evaluating mine awareness training in Angola

by Aparna Swaminathan – CIET Canada

In Angola, children who receive mine awareness training pass on vital information about mine risks to family members. But they may themselves be at higher risk as a result of the training.

Through research carried out in collaboration with UNICEF Angola and Canada's Department of

Foreign Affairs Mine Action Team, CIET Canada, a community-based research organization, found that children were more likely to enter a mined area after receiving mine awareness training at school. And, although they knew more about the physical threat of mines, they were no better prepared for what to do when encountering a mine or a minefield.

Children are often the target audience of mine awareness programs because they are at particular risk of mine accidents. Yet they are seldom active participants in evaluations of mine action and have little or no input into the design of materials.

The CIET Canada evaluation of UNICEF's mine awareness programming in Angola focused on children's knowledge and risk-taking behaviour in relation to mines. Conducted in Huila province in the south and Uige province in the north, the research engaged more than 1100 primary school children, their parents and neighbours in 2000 households, as well as school teachers and community leaders in 21 communities. Mine awareness program managers were also interviewed.

The evaluation, completed in March 2000, found that mine awareness materials and messages transmitted information about the

danger of mines and standard mine markings and signs, but they did not encourage 'mine smart' behaviour among children. The educational materials were also difficult to understand for anyone without formal education.

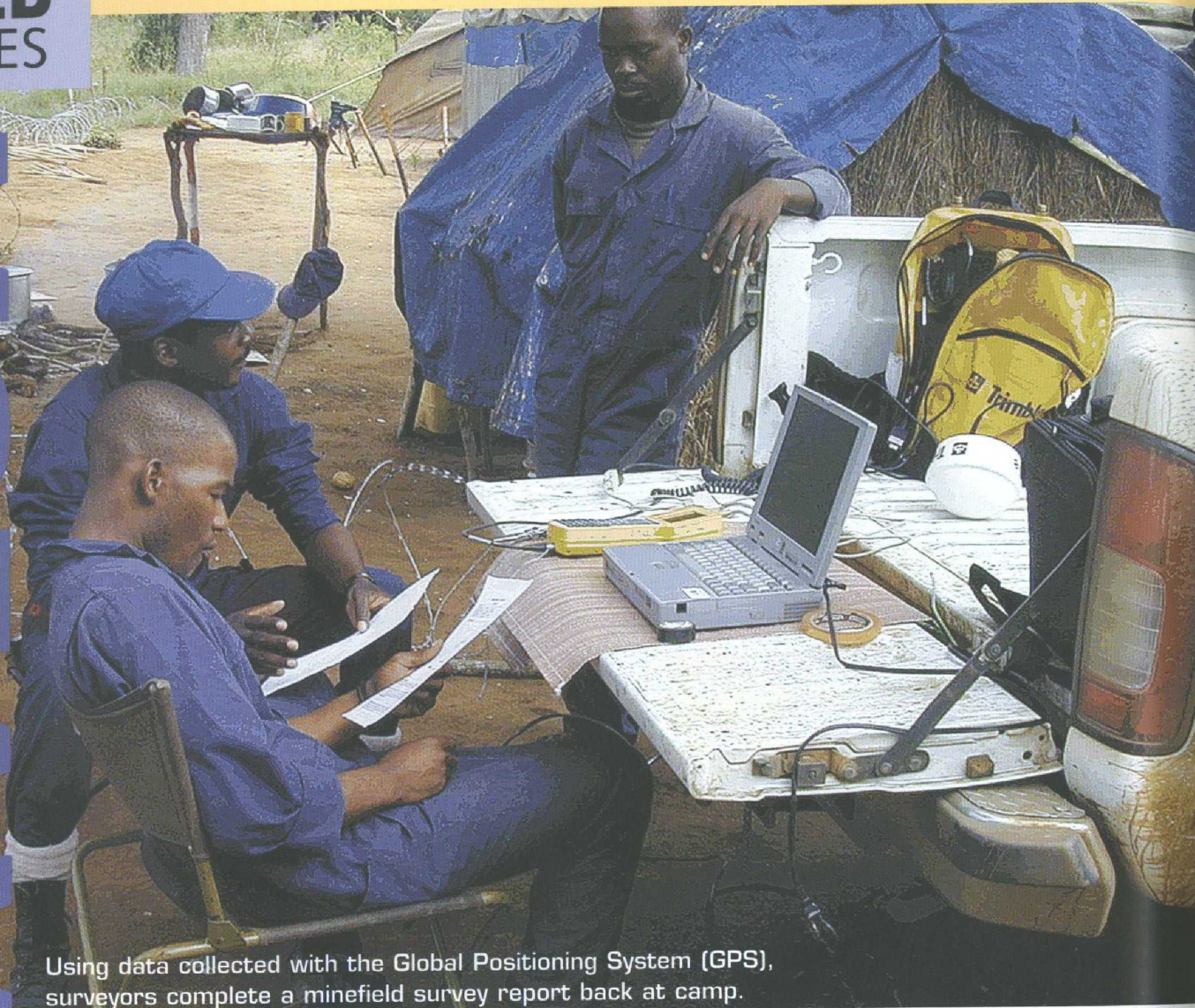
The evaluation recommended ways that awareness programs could be fine-tuned to decrease risk and suit the needs of children. UNICEF Angola facilitated extensive discussion on the findings with mine awareness program managers and school teachers. Ways to improve program delivery and revise curriculum materials are currently being discussed.

Angola has been at war almost continually since 1975 and landmines have been used extensively by several parties that have fought over Angolan territory. According to Norwegian People's Aid (NPA), the largest mine clearance agency in Angola, mines have been laid in all 18 Angolan provinces and over 70 mine types from over 20 countries have been found.

The true extent of mining in Angola is still unknown because of the resumption of war between government forces and UNITA at the end of 1998. According to NPA, "Angola probably rates as the worst mine affected country in the world and arguably the most difficult to clear."

Angola signed the Ottawa Convention on December 4, 1997, but has yet to ratify it. ●

Women's focus group helps evaluate mine awareness education.



Using data collected with the Global Positioning System (GPS), surveyors complete a minefield survey report back at camp.

Mark Yarmoshuk/DND

Canadian Forces technical advisors assist Mozambique demining program

A Canadian Landmine Fund initiative at the Accelerated Demining Program (ADP) in Maputo, Mozambique has provided \$120,000 in high-tech survey and mapping equipment and three Canadian Forces experts to develop a local capacity to use it.

Captain Mark Yarmoshuk, Master Warrant Officer Luc Lorrain and Warrant Officer Roger Landry of the Canadian Forces arrived in Maputo in

April 1999 for a one-year assignment. Their task was to develop the ADP's capability to manage minefield related information and use it to plan mine clearance.

Mozambique's deminers are among the most highly skilled in the world, but careful prioritization and planning is crucial to ensure the maximum benefit to the affected population.

The project has purchased satellite based positioning

equipment capable of recording minefield locations to an accuracy of less than one metre as well as database and mapping hardware and software.

Lorrain and Landry spent much of their year in Mozambique working at minefield sites to improve the technical and leadership skills of the ADP's minefield survey teams. Yarmoshuk was responsible for implementing the minefield database and geo-



Master Warrant Officer Luc Lorrain demonstrates GPS equipment in the field.

graphical information system (GIS), and ensuring that the project at ADP was well integrated with other Canadian sponsored mine action initiatives. These include a country wide Level One Socio-economic Impact Survey and assistance to the National Demining Institute.

With this new GIS equipment the ADP now has one of the most advanced integrated survey, database and mapping capabilities in Mozambique. This is good not only for mine action, but will also strengthen national capacity in survey and mapping for other development purposes.

During Mozambique's flood disaster in March and April 2000, the ADP was the only Mozambican organization able to collect infor-

mation related to infrastructure damage, relief camp locations and flood levels. ADP merged the information with existing databases on minefield locations, health posts and schools to produce maps showing the current flood situation. In the early weeks of the international response to the floods, the ADP acted as one of the primary suppliers of mapping information for the flood-affected regions.

Following the flood Yarmoshuk and Lorrain's assignments were extended for three months. They returned to Canada at the end of July confident that they had helped build a solid capability to record minefield locations accurately and use the resulting data to plan clearance activities more effectively. ●

IMPROVING MINE ACTION IN MOZAMBIQUE: CIDA aids coordination efforts

The Canadian International Development Agency (CIDA) has been working with the Mozambique Government to improve the country's capacity to address its landmine problem.

In June 1999, Mozambique established a new and independent national mine action co-ordinating body, changing the status of the Comissão Nacional de Desminagem (CND) to the Instituto Nacional de Desminagem (IND), or National Institute for Demining. The move was aimed at developing an institution capable of coordinating and assisting mine action in Mozambique – one of the world's most mine affected countries – and to ensure that current and future efforts would meet the country's long-term requirements.

IND faced major challenges from its inception. Apart from the need for gathering financial and technical sup-

port, it had to cope with the harsh realities of setting up a coordinating body responsible for overseeing a series of crucial tasks ranging from highly technical mapping surveys to life-threatening demining operations.

In March 2000, Canada provided the services of consultant Georges Focsaneanu to reinforce the Institute's planning and strategic capacities. In April 2000, Focsaneanu organized a workshop of key Mozambique mine action players to ensure their participation in the development of a strategic plan. After his six-week mission, Focsaneanu left IND with a roadmap which will help it carry out its mandate and ensure proper levels of donor support.

CIDA will continue to work with Mozambique to ensure that mine action activities contribute to reconstruction and sustainable development in that country. ●

Canada supports mine clearance in Abkhazia, Georgia

In the early months of 2000, Canada supported mine clearance activities in the territory of Abkhazia in the former Soviet Republic of Georgia, which was left littered with landmines by a secessionist conflict that ended in 1994.

Canada contributed \$215,000 to mine clearance and production of a Level One Socio-economic Impact Survey of mined land in the territory. The work was done by British demining organization HALO Trust which has staff working in several mine affected regions including Afghanistan, Angola and Somalia. In Abkhazia, Canadian funds were used for overhead costs and to purchase vehicles, communications and computer equipment.

The level one survey has provided the Georgian government and international donor countries the clearest picture yet of the mine problem in Abkhazia.

Survey results showed that almost half of mined land in Abkhazia (48 per cent) is of low priority for clearance, as it is not close to human habitation, no accidents have occurred and cleared land is unlikely to be used. About 45 per cent of mined land is of medium priority, as accidents have occurred and cleared land may be, or is likely to be, used. Only seven per cent of mined land is of the highest priority, meaning that accidents have occurred and pressure for the use of the land is very high. This information allows more effective planning for mine action projects in the territory.

HALO Trust has marked the majority of high and medium priority land and is working to clear the highest priority land as quickly as possible. Equipment purchased with Canada's funding will have a lasting impact on HALO Trust's ability to fulfil these tasks. ●

Demining a former football pitch near the Gumista river in Abkhazia. 400 anti-personnel mines were cleared from this field.



Carol Hart/CIDA

Slovenia's International Trust Fund thanks Canada for its contributions

In June 2000, representatives of Slovenia's International Trust Fund for Demining and Mine Victims Assistance visited Canada to thank us for our support of the Fund to date.

The Fund's Director, Jernej Cimperse, and Deputy Director, Goran Gacnik met with Canada's Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy to discuss the success of the Canada-Slovenia partnership. Cimperse and Gacnik also met with Canadian International Development Agency (CIDA) and Department of Foreign Affairs and International Trade representatives to review programs and discuss future plans.

Slovenia's International Trust Fund was established by the governments of Slovenia and the United States in March 1998 to assist Bosnia and Herzegovina to deal with the long term challenges

of landmine contamination. In 1999, the fund's operation expanded to include Kosovo, Croatia and Albania.

What makes the Fund unique is that each contribution is matched dollar-for-dollar by the United States

What makes the Fund unique is that each contribution is matched dollar-for-dollar by the United States, to a total possible ceiling of \$56 million over two years, including matching funds. Donations in the fund's first year, 1998-99, totalled US\$12.2 million. These donations were matched with US

Canada's contribution to Slovenia's Trust Fund has helped fund mine clearance in Bosnia by groups such as Handicap International/Ackija Protiv Mina.

funds for a total of US\$24.4 million.

Since the Fund's creation, Canada has contributed \$2.6 million to it for mine action projects in Bosnia and Herzegovina and Kosovo. These funds have supported projects in Bosnia, with contributions to Handicap International/Ackija Protiv Mina, SFOR and Norwegian People's Aid for mine clearance, the Canadian International Demining Centre for mine detection dogs, and victim assistance.

In Kosovo, funds have been contributed to the United Nations Mine Action Coordination Centre. We are currently exploring options for further contributions.

Canada's representative on the Board of Advisors of Slovenia's International Trust Fund, W. G. Robinson, Q.C., will serve as Board chair for a one-year term starting in September 2000. ●

Canada to chair Stability Pact Regional Support Group for Mine Action



What is the Stability Pact for South East Europe?

It is a process to promote peace, prosperity, stability and regional cooperation through the full integration of all countries in southeastern Europe into the European and Euro-Atlantic political, economic and security structures.

Why is it important?

The Stability Pact unites, in a single forum, attempts to bring about political, economic, social and security reforms to the region and provides a mechanism through which the region's states can express their views.

What is the Stability Pact's relationship to mine action?

A special committee on mine action has been created under the auspices of the Pact's Working Table Three: Security Issues. Since many of the states of southeast Europe are mine affected, it is logical that mine action form part of a wider approach to improving security for participating states.

The Stability Pact has established a Regional Support Group for Mine Action and for the moment Canada is in the chair. The roles and responsibilities for this group are currently being developed.

What will the Regional Mine Action Support Group do?

Broadly speaking, the Regional Mine Action Support Group will act as a catalyst to promote regional mine action, to facilitate synergy within the region and to highlight where maximum value might be attained with on-the-ground projects.

The group will act as a focal point for exchanging information and standards and as a liaison between all members. Our overall functions are to facilitate, support, coordinate and encourage. The group does not have any mandate to evaluate, manage or direct existing programs, and above all, we do not wish to duplicate existing frameworks for coordination, such as the United Nations. ●



Canadian Lieutenant General (retired) Gordon Reay has recently been named chair of the Regional Support Group for Mine Action under the auspices of the Stability Pact for South East Europe. Here, in an interview with SafeLane, Gen. Reay explains the group's mine action efforts.

Euro-Atlantic Partnership Council engages in mine action

In the traditional sense, the North Atlantic Treaty Organization (NATO) does not have a mandate for humanitarian mine action, with the exception of clearing mines in support of military tasks.

However, in the context of the Euro-Atlantic Partnership Council (EAPC), which

includes NATO allies as well as members of the Partnership for Peace, humanitarian mine action has become an area for cooperation, information sharing and confidence building between partners.

In December 1999, a Partnership Work Plan report outlined the way forward for the EAPC. Tasks include the creation of a trust fund for stockpile destruction, information sharing on standards and technologies, increased training opportunities and sharing of technical expertise.

In May 1999 the EAPC held a workshop on Regionally Focused Mine Action in Thessalonika, Greece. This workshop explored possibilities for cooperation on mine action between partners in the region, on data collection, promotion of standards, training and stockpile destruction.

Canada will continue to work with this group and other groups in the region, to promote as much activity, by as diverse a range of actors as possible, on the landmine issue. ●

Canadian technical advisor to assist with Albanian stockpile destruction

In September 2000, Canada will send a technical advisor to Albania to assist with the destruction of stockpiled munitions, including landmines.

The advisor will be deployed for one year to the Albanian Ministry of Defence where he will assist with the destruction of stockpiled munitions and help develop a national plan for clearance of unexploded ordnance throughout the country.

Located in a region plagued by conflict in recent

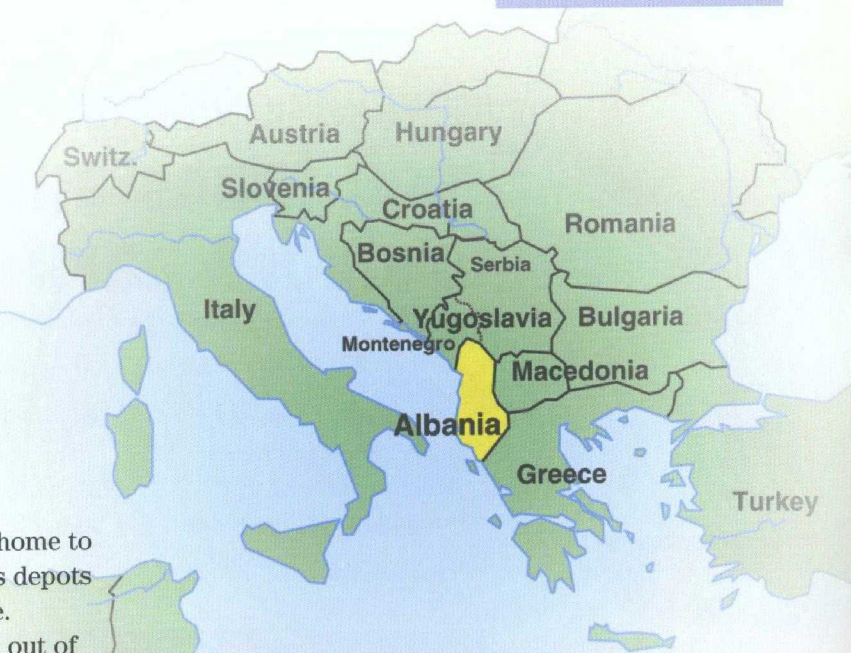
decades, Albania is home to numerous munitions depots stockpiled over time.

Increasingly coming out of isolation, the former Communist state in southeastern Europe signed the Ottawa Convention September 8, 1998 and it ratified February 29, 2000. It requires technical and financial assistance to meet its Convention obligations. An initial mission to Albania by Canada's Ambassador for Mine Action Daniel Livermore confirmed Canada's willingness to sup-

port mine action and stockpile destruction there.

Though landmines are not as large a problem in Albania as unexploded ordnance, the Canadian advisor will help the country confront the organizational challenge of setting priorities and developing programs to dispose of munitions.

This project is being co-financed by Canada's Department of Foreign Affairs and International Trade and Department of National Defence. It is hoped that the operation will assist Albania in the safe disposal of its munitions and in monitoring any future Canadian-assisted stockpile destruction projects in Albania. ●



Located in a region plagued by conflict in recent decades, Albania is home to numerous munitions depots stockpiled over time

CAMBODIA

WORLD VISION SURVIVOR ASSISTANCE IN CAMBODIA: Small loans and repair skills help survivors earn a better living

by Mike Weickert - World Vision

The northwest provinces of Cambodia are the most heavily mined areas of the country resulting in the highest numbers of amputees and dis-

abled people.

The social stigma associated with being disabled in Cambodia is very hard to overcome, making gainful employment difficult and training expensive compared to that for non-disabled people.

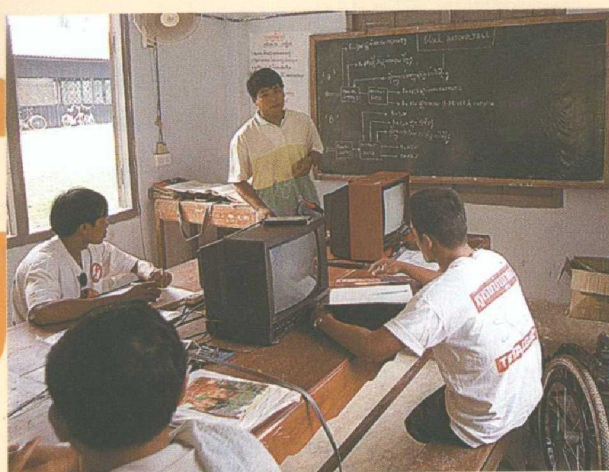
World Vision has been funding a vocational rehabilitation program for landmine survivors in the Battambang, Banteay Meanchey, Pailin and Pursat provinces of northwest Cambodia. Since 1998, these efforts have been supported by the Canadian International Development Agency (CIDA).

The principal component of the program is the Vocational Rehabilitation Centre, a residential centre in Anlongvil, near Battambang town, which provides vocational training to more than 100 disabled men each year. The rehabilitation centre currently operates with 18 national staff, 30 per cent of whom are disabled.

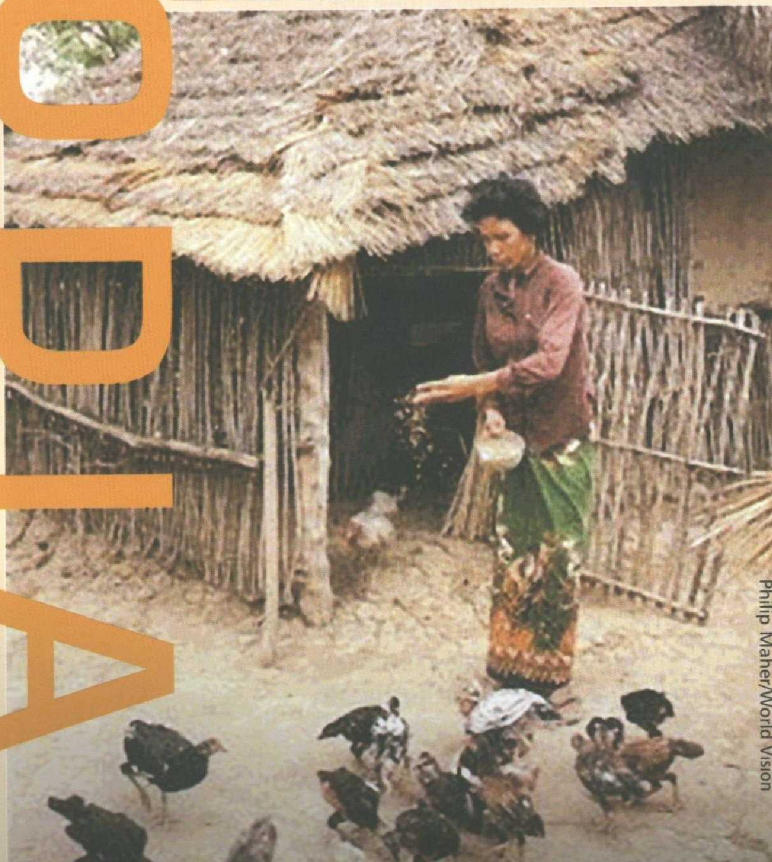
Amputees have difficulty farming because their artificial limbs do not work well in the mud or rice paddies, nor do they have the energy to push the ox-driven ploughs. Alternative occupations such as small engine and radio/TV repair, welding, typing and animal husbandry are considered more suitable skills for landmine survivors to learn, as they are occupations where amputees and the physically disabled have been able to earn a good living.

Since 1993, The rehabilitation centre is supported by an extension unit, which provides graduates with business training, small loans, job placement support and advocacy with local authorities. The third component of the project is the Agricultural Extension Unit which focuses on landmine survivors who cannot attend the rehabilitation centre, many of whom are women. It provides community-based training in animal husbandry, as well as a chicken and pig loan program and credit scheme, which help participants

Landmine survivors learn TV repair skills and agricultural techniques through World Vision's program.



Philip Maher/World Vision



JORDAN

AMID KHAMASEEN WINDS: Senator Finestone hands over demining equipment in Jordan

by Sara Kabariti and Donica Pottie - Canadian Embassy in Amman, Jordan

On May 4, 2000 against the backdrop of the annual hot *Khamaseen* winds, Senator Sheila Finestone formally presented a Caterpillar loader and demining boots and over-boots to Jordan's Royal Corps of Engineers. The ceremony took place in a tent beside a minefield in the Jordan Valley.

Senator Finestone and other Canadian parliamentarians were in Jordan for the 103rd Inter-Parliamentary Union Conference. Senator Jean-Claude Rivest and Members of Parliament Marlene Catterall and Lorne Nystrom accompanied Senator Finestone at the

ceremony. Canada's Ambassador to Jordan, Michael Molloy and Irving Schwartz, Chairman of the Canadian International Demining Centre also attended.

It was a rare opportunity to learn the extent of the landmine problem in Jordan and to witness first hand the work conditions of the deminers in the Royal Corps of Engineers. The weather vividly illustrated the level of difficulty in demining the Jordan Valley. Hot, dusty, extreme winds - the *Khamaseen* low pressure front - were hampering the *continued p.18*

establish viable livestock activities.

The effectiveness of the program is borne out in the lives of people like Chhem Phorn and Sao Roeun. Chhem, who had a leg amputated in 1985, is a graduate of Vocational Rehabilitation Centre in motorbike repairs. Before attending the centre, he made a meagre living binding baskets. Now he operates a successful motorbike-repair business, which has made it possible for his children to attend school, something which they were unable to afford previously.

Sao also lost a leg to a landmine in 1988. In late 1996, she entered an Agricultural Extension Unit training program and started raising chickens, which were initially loaned to her by the program. She repaid this loan and took advantage of a similar program for pigs, which she also repaid. She is now growing pineapples with the help of a cash loan. The success of her activities has also made it possible to send her children to school for the first time.

World Vision's program is implemented in close cooperation with national and local governments and communities. This cooperation has meant many of the best practices of the program are being disseminated and replicated in similar programs throughout the country and will result in the hand-over of the Vocational Rehabilitation Centre to the Cambodian government at the end of 2000. ●



Canadian Embassy, Amman, Jordan

Responding to Jordan's request, Canada contributes a caterpillar loader. Left to right: Brig. Gen. Zakariya Ja'afra, Brig. Gen. Nassar Al-Majali, Brig. Gen. Youcoub Haddadjali, Senator Sheila Finestone, Canada's Ambassador to Jordan, Michael Molloy and Radio Canada reporter, Leila Deeb.

continued from p.17

work of the deminers.

The lowest point on earth, at several hundred feet below sea level, the Jordan Valley is hot for most of the year and the terrain is often difficult to navigate. The minefield where the ceremony took place, situated on the banks of the Jordan River, is densely covered with very thick scrub. To locate and remove the mines, deminers must first carefully cut back the scrub. Anti-personnel and anti-tank mines, some of which were laid more than 50 years ago, have been found over a metre in the ground. Tree roots



Tourism and agriculture have both benefited from demining in the Jordan Valley.

have sometimes grown around mines, further complicating demining.

The handover ceremony began with an opening speech by Brig.-Gen. Yacoub Haddad, Assistant Chief of Staff for Administration, in which he expressed his appreciation for Canada's contribution to demining in Jordan. Lt. Colonel Atef Zawahra from the Royal Corps of Engineers gave a comprehensive brief about the landmine situation in Jordan.

There were 504 mine fields and more than 300,000 anti-personnel and anti-tank mines in

Jordan before demining began.

Most were located along the northern borders with Syria, in the Jordan Valley and on the south-western border with Israel in the Wadi Araba desert. So far, 177 minefields and 84,400 mines have been cleared, returning some 5000 hectares of land to agriculture. All of this has been accomplished with modest resources: the Royal Corps of Engineers has only 16 demining teams of 17 deminers each.

Senator Finestone commended Jordan for its courage in ratifying the Ottawa Convention. She highlighted the late King Hussein's role in promoting peace in the region and Queen Noor's role as the international ambassador for demining and victim assistance. She also thanked Jordan's deminers for their dedication. Senator Finestone noted that Canada's contribution in the Jordan Valley has reached \$800,000 to date.

After the speeches, the delegation was shown the demining equipment that had been contributed by Canada in 1999, including protective suits and helmets manufactured by the Canadian company Med-Eng. The group was also briefed on landmine removal and viewed a number of cleared plots.

Tourism and agriculture have both benefited from demining in the Jordan Valley. The region's climate makes it possible to plant crops throughout the year, including high-value crops such as citrus fruits. The government is currently putting a great deal of effort into promoting Jordan as a tourism destination as part of the Holy Land. Clearing mined land that has significant archaeological value is part of this effort. ●

CCMAT: Canada's centre of expertise in metal detection

The Canadian Centre for Mine Action Technologies (CCMAT) has established itself as a centre of expertise for testing and evaluating metal detectors and their use in detection of anti-personnel landmines.

For the past year, Canada has participated with the United States, United Kingdom and the Netherlands in an international trial to evaluate the performance of 29 different metal detectors.

The CCMAT's part in this collaboration was a highly controlled laboratory evaluation using the "Foam Dome", a self-supporting hemispheric structure made of polyurethane foam coated with gypsum and rubberized plastic. Within this low metal environment, a non-metal test rig was constructed to control variables such as the speed and height at which the detector passes over the target.

UK members of the team also conducted a human factor evaluation, looking at issues such as ease of operation and maintenance. Surprisingly, this was the first time a large number of metal detectors had been evaluated under the same, strictly controlled conditions.

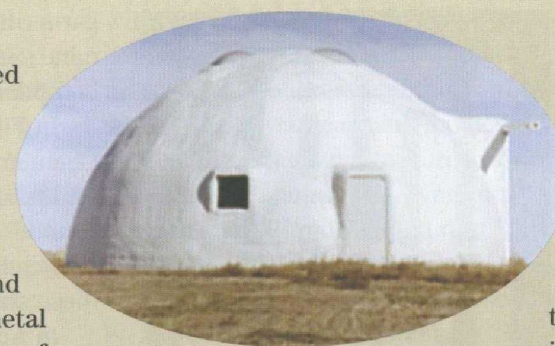
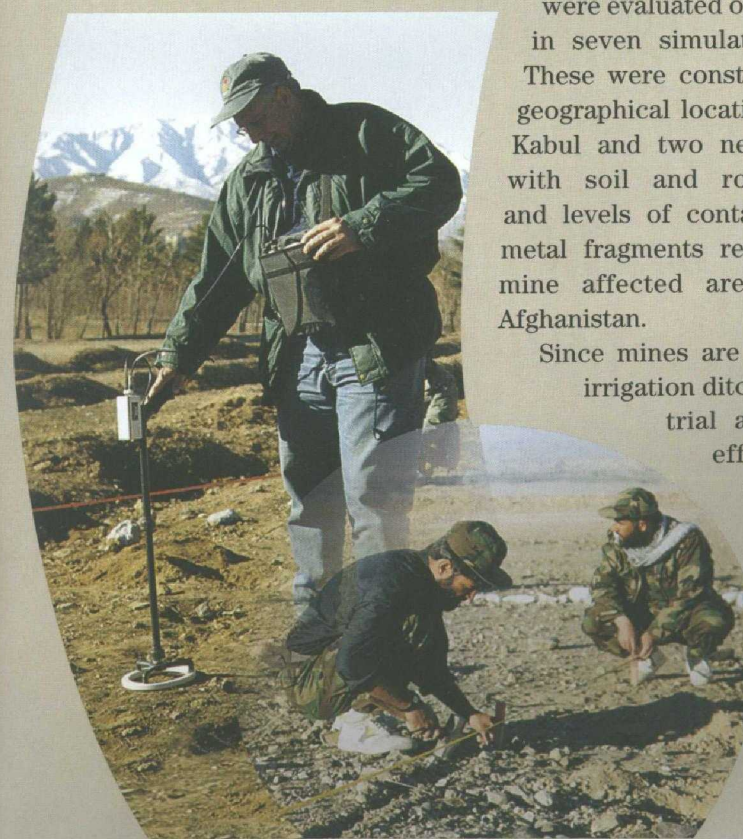
The laboratory tests at the CCMAT and in the Netherlands were supplemented by in-theatre trials at the Cambodia Mine Action Centre (CMAC). Additional trials, scheduled

for Mozambique, were cancelled because of severe flooding in the spring of 2000 and have been rescheduled for Croatia.

The results of the laboratory and field trials are scheduled to be published in October 2000 and will be the definitive study on metal detectors and a valuable source of information for those considering purchasing new equipment.

This project, a major undertaking by four nations, is a pilot project anticipating the formation of the International Test and Evaluation Program (ITEP). The mandate of ITEP is to develop universal standards for test and evaluation and use these to evaluate demining equipment. Canada is a founding member of ITEP and will be a significant contributor of expertise and capabilities for future projects.

In-theatre trials are an effective



The Foam Dome - a CCMAT low metal laboratory environment for evaluating metal detectors.

means of translating research data into practical help for the demining community. This year, technical experts from the CCMAT went to Afghanistan to participate in a trial of metal detectors. The primary role of the CCMAT team was to advise the Mine Action Program in Afghanistan (MAPA) on test methodology and interpretation of data.

Six different metal detectors were evaluated over three weeks in seven simulated minefields. These were constructed in three geographical locations - one near Kabul and two near Jalalabad - with soil and rock conditions and levels of contamination from metal fragments representative of mine affected areas throughout Afghanistan.

Since mines are often found in irrigation ditches, the Afghan trial also tested the effectiveness of the different detectors in

water-laden soil. Not all metal detectors perform well in these circumstances. The results of this trial will allow a valid comparison between the different detectors and will help MAPA select the equipment best suited to their particular ground and operating conditions.

While in Afghanistan and other mine-affected countries, CCMAT staff also has an opportunity to collect technical data. For example, while in Cambodia, Bosnia and Afghanistan, CCMAT scientists made measurements of soil conditions, such as mineral content and conductivity, which have a major effect on the performance of metal detectors. This data is used in the research and development program particularly in designing simulated minefields that reproduce conditions in the field.

On a more general level, frequent contact with the demining community

Contact with the demining community provides an essential reality check for the R&D program at the Centre.

provides an essential reality check for the R&D program at the Centre. When scientists and engineers can experience a problem first hand, the R&D program becomes much more relevant to the needs of the client. ●

Testing detectors in a simulated, wet ground minefield in Afghanistan.

by Liz Bernstein –
International Campaign to Ban
Landmines (ICBL)

the first half of 2000 has been eventful for the International Campaign to Ban Landmines (ICBL) as we continue to work for the universalization and effective implementation of the Mine Ban Treaty.

The second anniversary of the entry-into-force of the Convention on March 1, 2000 galvanized mine ban campaigners into worldwide action with events held in over 35 countries.

At the United Nations in New York, John Wack and Duane Robey, American landmine survivors from World War II, joined appeals signed by 1300 landmine survivors from more than a dozen heavily mine-affected countries, asking United States President Bill Clinton to join the treaty before he leaves office. Landmine survivors in countries including Bosnia and Cambodia also delivered petitions to US embassies.

In Thailand, a bicycle rally was organized by the Landmine Victims Network 1999, Sakaeo Province, in cooperation with the Thailand Campaign to Ban Landmines. The *Landmines Bicycle Rally 2000: Journey for Peace*, held April 25 to May 1, 2000, marked the first anniversary of the entry-into-force of the Mine Ban Treaty in Thailand. The event's 51 participants, including 28 Thai landmine survivors, cycled 259 kilometres, receiving substantial support from communities along the route and extensive media coverage. The rally was aimed at raising awareness of the impact of landmines in Thailand,

ICBL

gathering support for Thai landmine survivors and urging full compliance with the treaty.

In Fiji, ICBL Ambassador Tun Channareth spoke to a meeting of Parliamentarians of the Pacific Island Nations urging accession and ratification of the treaty among these states.

In Australia, artwork was collected from across the country for

the global *USA Ban Landmines Today* call for posters. Australia's Minister of Foreign Affairs Alexander Downer helped select the winning entries.

In July, the US Campaign to Ban Landmines held several successful events in Washington, D.C., including an activist training conference, an inter-faith prayer service with remarks by survivors, a reception in honour of Landmine Survivors Network co-founder Ken Rutherford and lobby days, during which campaigners from across the country met

with their congressional representatives. US Campaigners met with 223 members of Congress and their aides while Belgian campaigners handed over 24,913 mine ban postcards to Congressman James McGovern urging President Clinton to join the treaty.

Regional conferences, organized by ICBL members or including ICBL participants, were held in Azerbaijan, Belarus (on stockpile destruction), Egypt, Malaysia, Nigeria and Slovenia. National seminars or workshops were held in several countries

including Canada, India, Iran, Japan, Nepal and the USA.

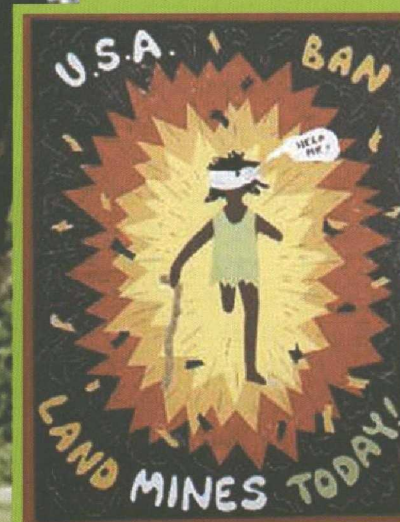
Members of the ICBL held a conference *Engaging Non-State Actors in a Landmine Ban in Switzerland*. ICBL also organized a briefing on landmines at the European Parliament Common Foreign Security Policy Contact Group in March. ICBL Ambassador Jody Williams and others followed up with visits to several European Union officials and Members of Parliament in May.

The campaign also continued its commitment to the Convention's intersessional work program throughout this period. ICBL participation in all the Standing Committee of Experts (SCE) meetings kept the committees focused on action throughout the first year of the program. Before the SCE Meeting on the General Status and Operation of the Convention in May, the ICBL sent a letter to all states parties highlighting issues of concern to the ICBL.

ICBL members also sent letters to government representatives on the occasions of the Organization of American States General Assembly, the Organization of African Unity Summit and the Assembly of African Francophone Parliamentarians.

The ICBL issued two action alerts, one an open letter to Russian President Vladimir Putin, expressing our "gravest concern at recent reports that Russia intends to mine its border with Georgia," and the other a campaign for increased treaty ratification before the Second Meeting of States Parties (SMSP) in September 2000. A large delegation of campaigners, deminers, survivors and Landmine Monitor researchers from around the world will attend the SMSP. In addition to launching *Landmine Monitor Report 2000*, the ICBL will organize exhibitions, briefings, film screenings and other media events. ●

Worldwide action to universalize and implement the Mine Ban Treaty



Above: Australian artwork collected for the *USA Ban Landmines Today* call for posters.

Left: Cyclists mark the first anniversary of the Mine Ban Treaty entry-into-force in Thailand.



ong Kosal: The young woman behind the Youth Against War Treaty.

Mines Action Canada and Youth Against War

by Carla Potts and Sophie Nichol Sauvé – Mines Action Canada (MAC)

to raise awareness about the insidious nature of landmines, to unite youth from around the world in a common peace-building initiative and to encourage the United States to sign the Mine Ban Treaty.

As the Canadian component of the ICBL, MAC works with its affiliates and networks, other campaigns and ICBL members to promote the *Youth Against War Treaty*. At the Second Meeting of States Parties in Geneva, September 11 to 15, 2000, each national campaign will be given an action kit to promote Youth Against War in its country. The kits will also be made available to interested Canadians. The initiative will be widely promoted via youth and peace organizations, across the United States, Canada and internationally, and through the new youth web site of the ICBL at www.icbl.org/youth

Mines Action Canada (MAC) has joined forces with a young Cambodian landmine survivor to further promote the 1997 Mine Ban Treaty.

The pillar of this initiative is the *Youth Against War Treaty* – a simple and clear treaty launched in 1998. It calls for no more war, no more landmines and no more mine victims. Youth who sign the treaty also promise to “work for peace in our world.”

On March 1, 2000, MAC re-launched the *Youth Against War Treaty* with a new focus and purpose. MAC and others in the International Campaign to Ban Landmines (ICBL) will use the treaty to increase public support for the landmine ban in countries which have not yet signed or acceded to the Mine Ban Treaty.

Signatures to the *Youth Against War Treaty*, collected from all corners of the world, will be presented to the next President of the United States on March 1, 2001. Our goal is

The young woman behind the *Youth Against War Treaty* is an inspirational figure to all of us. When she was only six years old, Song Kosal stepped on a landmine in Cambodia. She lost one leg, but survived. Well before the Mine Ban Treaty opened for signature, Kosal was travelling the world campaigning against the continued use of landmines. She was in Ottawa when the Mine Ban Treaty was signed in 1997 and is currently the Youth Ambassador for the ICBL.

Song Kosal's *Youth Against War Treaty* has already captured the imagination and enthusiasm of

youth around the world. From Brazil to Switzerland, Italy to Cambodia and across Canada, youth are organizing events to raise awareness about the *Youth Against War Treaty* and the devastating legacy left by landmines throughout the world.

MAC is proud to be working with Song Kosal on this initiative. We invite youth from all walks of life to collect signatures to the *Youth Against War Treaty* and to become involved in raising awareness within their own communities.

For more information, please contact Mines Action Canada at macinfo@web.ca or visit the site of the treaty: www.icbl.org/youth ●

Belarus conference breaks new ground

An international workshop on humanitarian demining and stockpile destruction was held in Minsk, Belarus, on March 6 and 7, 2000.

This was the first such occasion for the former Soviet republic to describe its landmine problem to the international community. Belarus is severely affected by mines from the two World Wars and has inherited mil-

lions of stockpiled mines from the Soviet Union.

The Belarus authorities stressed that their country shares all mine-related humanitarian concerns of the international community. It supports the goal of prohibiting the use, stockpiling, production and transfer of anti-personnel mines, does not produce anti-personnel mines and has extended its moratorium on the export of anti-personnel mines to the end of 2002.

The Belarus authorities appealed to the international community to assist in its demining and stockpile destruction programs. They stressed that the country does not have the financial resources or the technical capacity to deal with these historical legacies by itself.

Delegates from Austria, Belgium, Canada, Germany, Great Britain, Greece, Italy, Latvia, Lithuania, Moldova, Poland, Switzerland, Turkey, Ukraine, the International Committee of the Red Cross and the Secretariat of the United Nations participated in broad ranging discussions on the Belarus landmine problem.

Most workshop participants endorsed Canada's opinion, presented at the beginning of the session, that the Ottawa Convention provides the best framework to address Belarus' mine situation. Belarus authorities expressed their willingness to become a party to the Ottawa Convention if they receive assistance dealing with their mine problem. ●

New Landmine Monitor Report to be released September 2000

by Mary Wareham – Human Rights Watch

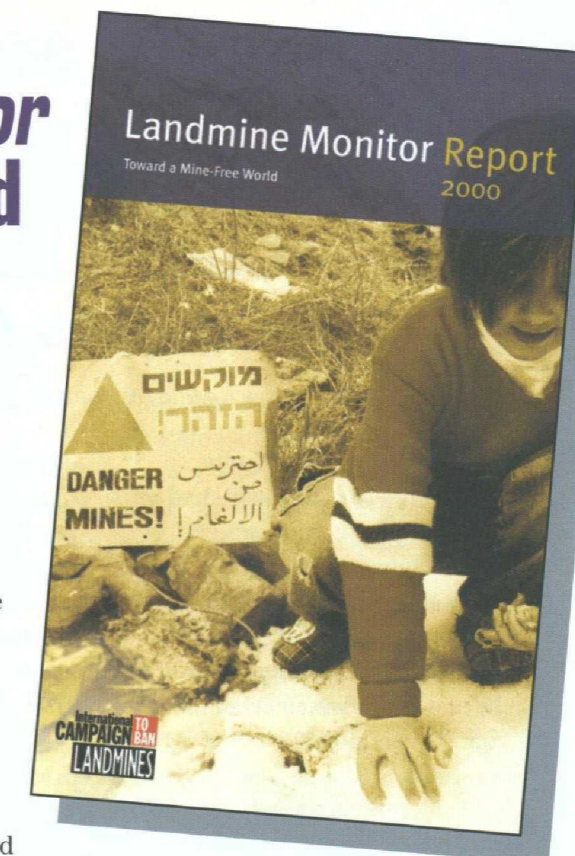
The International Campaign to Ban Landmines' (ICBL) civil-society based Landmine Monitor will release its second annual report on September 7, 2000 in anticipation of the Second Meeting of States Parties in Geneva later that month.

Landmine Monitor Report 2000, the product of some 115 researchers from 85 countries, features individual updates on ban policy and mine action in every country of the world. Its overview highlights the major achievements and setbacks in ban policy, mine action and survivor assistance since the publication of *Landmine Monitor*

Report 1999 in May 1999.

The entry by the ICBL details the actions of the past year in the campaign to urge universalization and implementation of the mine ban treaty. The appendices feature activity reports from some of the major international actors in the movement to eradicate antipersonnel mines, including United Nations agencies, the International Committee of the Red Cross and key governments such as Canada.

Landmine Monitor Report 2000's Executive Summary will be



published in at least seven languages including Arabic, English, French, Mandarin Chinese, Portuguese, Russian and Spanish. Most researchers plan to work with their national campaigns and NGOs to release and distribute their country report research in their own language at the same time as the main report is released. Several regional reports and releases are also planned.

The Landmine Monitor's international network of in-country researchers is unique, as the world's only global civil-society based monitoring regime of a major multilateral treaty.

This year's network of 115 researchers from 85 countries is up from the 80 researchers from 50 countries that prepared the *Landmine Monitor Report 1999*.

For more information, visit www.icbl.org/lm

To access the Landmine Monitor Database, visit www.lm-online.org ●

CANADIAN LANDMINE FOUNDATION

Clear | Landmines

Your simple click will help
remove landmines for FREE

Fundraising goes on-line with new web site

by Chris Gallagher – Canadian Landmine Foundation

The Canadian Landmine Foundation has launched an Internet-based, mine action fundraising web site at www.clearlandmines.com

Based on the extremely successful www.thehungersite.com, the new site, www.clearlandmines.com raises funds for mine clearance. Site sponsorships are sold to companies and organizations which receive

advertising space on the site and, in return, pay 0.5 cents per visitor per day. Each 0.5 cent donation is estimated to clear 21cm² of mine affected land.

The Foundation is planning a large-scale, grassroots effort to encourage people – including school groups, corporations and home-based Internet users – to visit the web site every day.

Advantages to sponsors of the

new web site include reduced advertising costs and higher response rate than traditional web-based advertisements and recognition in the community as a responsible, humanitarian corporation or organization.

For more information visit www.clearlandmines.com, or call (416) 365-9461 or 1-877-543-6463. ●

New executive director brings 25 years of fundraising experience to Foundation

Canada's private, landmine fundraising foundation has named a new executive director.

In June 2000, the Canadian Landmine Foundation appointed Henry J. Botchford, an individual

with over 25 years of senior executive, fundraising experience in the not-for-profit sector

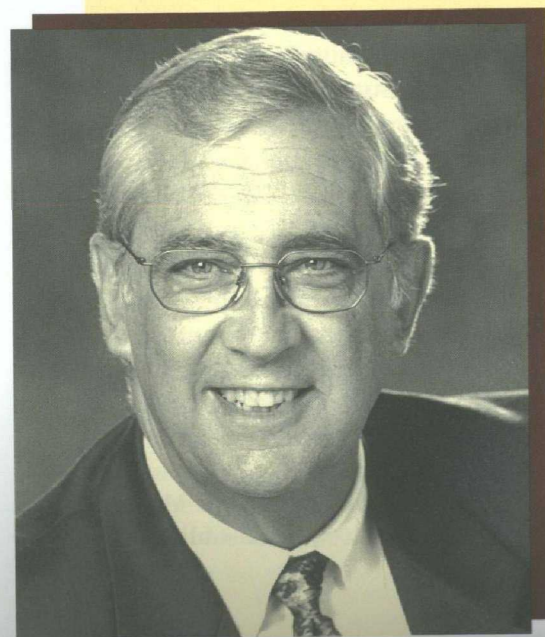
Botchford's extensive experience includes having served as the first Executive Director of the Canadian Special Olympics, President of the Toronto General and Western Hospital Foundation, Chief Executive Officer of the George Brown College Foundation and, most recently, President in Canada of MGI Fund Raising Consulting, Inc.

Botchford has also held the position of National Executive Director of the Canadian Rehabilitation Council for the

The Canadian Landmine Foundation's new executive director, Henry Botchford.


Disabled where he was appointed as the Canadian Secretariat for Rehabilitation International, an international organization representing physically disabled people. It was while working overseas for this assembly that Botchford first became keenly interested in landmine issues.

"The efforts of the Foundation in the first year have established a solid base for sustained action, but we must build on that momentum," says Botchford. "That's why I am pleased with the two new initiatives of the Foundation – Adopt-A-Minefield (Canada)™ and clearlandmines.com. These new initiatives are something we can build on." ●



The Canadian Landmine Foundation has brought the popular Adopt-A-Minefield program to Canada.

Adopt-A-Minefield (Canada)™ seeks sponsors to adopt minefields identified by the United Nations as being in urgent need of clearance. The cost of clearing these areas ranges from thousands to hundreds of thousands of dollars depending on the size and complexity of the demining task.


Adopt-A-Minefield
CANADA
Clear a path to a safer world

Sponsors may adopt entire minefields or contribute smaller amounts, which are pooled with other contributions. Every dollar donated to the Adopt-A-Minefield (Canada)™ Campaign is forwarded to the United Nations, which coordinates the demining operations.

Adopt-A-Minefield® is a program trademarked by the United Nations Association of the United States. Contributions to the campaign help clear land in Afghanistan, Bosnia and Herzegovina, Cambodia, Croatia, and Mozambique.

For more information about Adopt-A-Minefield visit www.canadianlandmine.com or call (416) 365-9461 or 1-877-543-6463. ●

While the field of mine action is relatively new, there is an increasing need to demonstrate that initiatives undertaken are achieving results valued by the mine action community and the Canadian public. In addition, developing a better understanding of efficiency and effectiveness of mine action efforts is crucial in order to propose course corrections and to determine the extent of work which remains.

At the December 1998 Ottawa Mine Action Experts Meeting, a consensus emerged among experts on four principal desired outcomes of the efforts to address the global landmine problem.

DESIRED OUTCOMES:

- ⊙ Clearing all high priority land
- ⊙ Reducing significantly the number of new mine victims
- ⊙ Ensuring that the basic needs of all landmine victims are met
- ⊙ Universalizing the ban on anti-personnel mines.

Measuring progress in
MINE ACTION

As it has been almost three years since the Ottawa Convention was negotiated, it is natural to ask how well we are doing in achieving our desired outcomes. What is required to answer this question is a set of results measurements – or *performance indicators*.

The Government of Canada is currently undertaking research to develop and refine various indicators of global mine action progress. As part of this effort, experts from

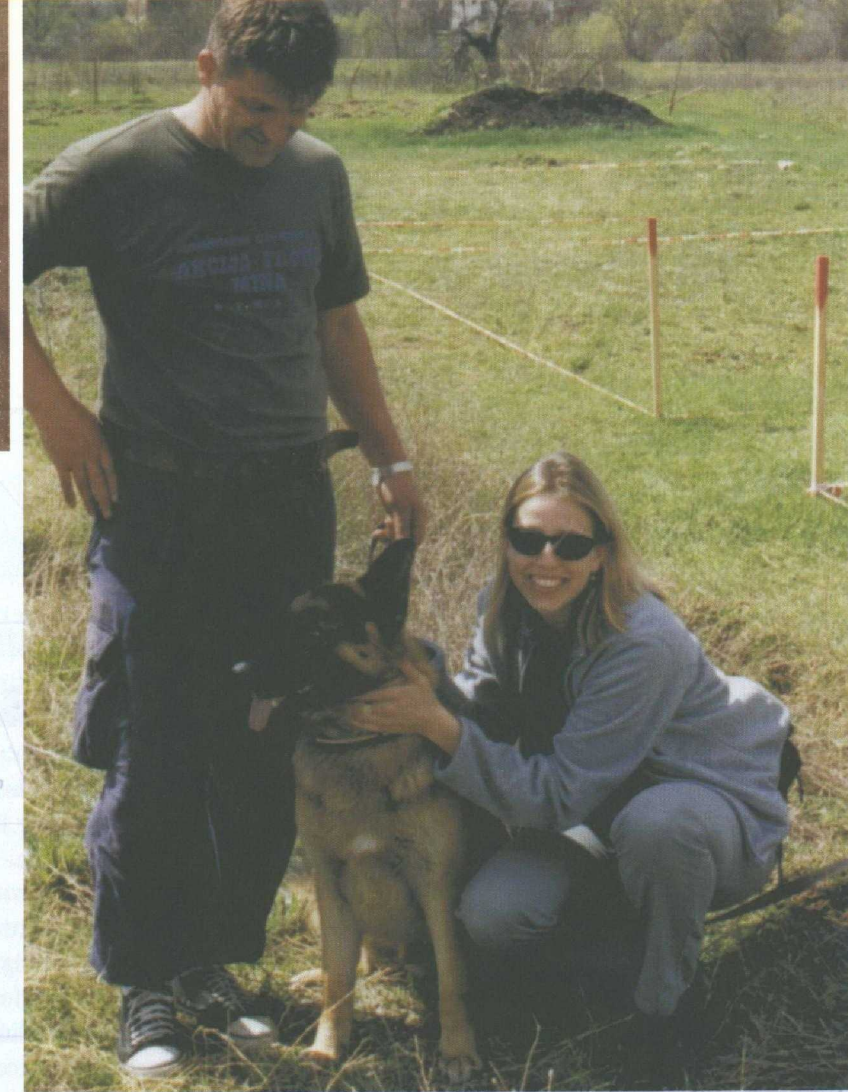
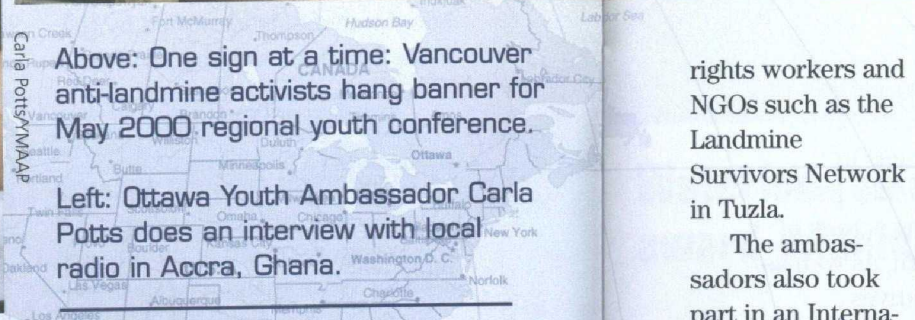
being incorporated in research on 37 proposed indicators related to six themes.

RESEARCH THEMES:

- ⊙ Improving mine action information and planning
- ⊙ Clearing mined land
- ⊙ Delivering mine awareness education and reducing casualties
- ⊙ Meeting the needs of landmine victims
- ⊙ Ending the use, stockpiling, production and transfer of anti-personnel mines
- ⊙ Sustaining mine action efforts.

Watch for the next edition of *SafeLane* for results of this research effort. ●

Input from participants of this event is now



Above: One sign at a time: Vancouver anti-landmine activists hang banner for May 2000 regional youth conference.

Left: Ottawa Youth Ambassador Carla Potts does an interview with local radio in Accra, Ghana.

Quebec City Youth Ambassador Violaine Des Rosiers with new mine clearance friends in Bosnia.

Youth Ambassadors expand landmine outreach across Canada and around the world

By Alison Clement, Program Officer – Youth Mine Action Ambassador Program (YMAAP)

In June 2000, eight Youth Ambassadors successfully completed the second year of Canada's Youth Mine Action Ambassador Program (YMAAP). Since its inception in September 1998, the program has graduated 12 Youth Ambassadors. These dedicated young adults have organized outreach activities in communities across the country, working towards the program's goal "to create sustainable community action within Canada to support the global movement to end the suffering caused by landmines."

During their 10-month internship at

host organizations across the country in 1999-2000, youth ambassadors gave more than 700 presentations to schools and the general public, training a cadre of volunteers who contributed more than 6500 hours to mine action. Their activities were reported in over 250 media clips (TV, radio and print). An estimated 35,000 people were reached directly across Canada through the YMAAP during 1999-2000.

Youth ambassadors also participated in events in the United States, including the Presidential Candidate Forum in Iowa, American Red Cross facilitator training in Seattle, presentations through the American Refugee Committee and Canadian Consulate in Chicago, a School Twinning Project in Rochester, New York and the

United States Campaign to Ban Landmines Conference in Washington.

In April 2000, Ottawa Youth Ambassador Carla Potts travelled to Ghana, West Africa to represent the program at the West African Conference on War Affected Children, the precursor to the War Affected Children Conference to be held in September 2000 in Winnipeg, in which another youth ambassador will participate.

Youth ambassadors travelled to mine-affected Bosnia and Herzegovina in April where they met with officials from the Canadian Embassy, the Bosnia and Herzegovina Mine Action Centre, the United Nations High Commissioner for Refugees, disability

rights workers and NGOs such as the Landmine Survivors Network in Tuzla.

The ambassadors also took part in an International Committee of the Red Cross mine awareness session at an elementary school in Mostar, observed the demining operations of Norwegian Peoples Aid in Sarajevo and were able to study the training of mine detection dogs at the Canadian International Demining Centre's program in Banja Luka.

Throughout the trip, the youth ambassadors were affected by a strong sense of this country trying, in the words of the Canadian Red Cross, to "survive the peace." They were clearly enriched by this experience and, in true YMAAP fashion, were able to translate it to those they spoke to when they returned to Canada – volunteers, students and members of the general public.

Year three: New partnerships, exciting launch

The 2000-01 program welcomes 12 new youth ambassadors and expands our outreach into Saskatchewan, the

Maritimes and Southern Ontario.

The Canadian Landmine Foundation and the Canadian International Demining Centre join the Canadian Red Cross, Mines Action Canada, UNICEF Québec and Oxfam Canada in the role of host organizations this year. These agencies will host youth ambassadors and provide supervisory support to them throughout the 11-month program cycle.

This year's program officially began in mid-July with two weeks of intensive training in preparation for the youth ambassadors' education and outreach work in their regions. Immediately following their training, teams of youth ambassadors participated in summer exhibitions in Toronto, Ottawa and Quebec City.

During the fall, they will travel to a mine-affected country to expand their knowledge of mine action and mine ban advocacy first-hand.

Youth Ambassadors will continue their outreach efforts within local communities, including the promotion of such initiatives as the *Youth Against War Treaty* and the Canadian Landmine Foundation's new www.clearlandmines.com fundraising site. They will also be key organizers of YMAAP events such as Landmine Awareness

Week in March and regional youth conferences in May which focus on the landmine issue and youth activism.

The Youth Mine Action Ambassador Program gratefully acknowledges the support of its partners, the Canadian Red Cross, Mines Action Canada and the Department of Foreign Affairs and International Trade without whom this important work would not be possible. Generous funding is also received from the Youth Employment Strategy/Youth International Internship Program and the Canadian Landmine Foundation.

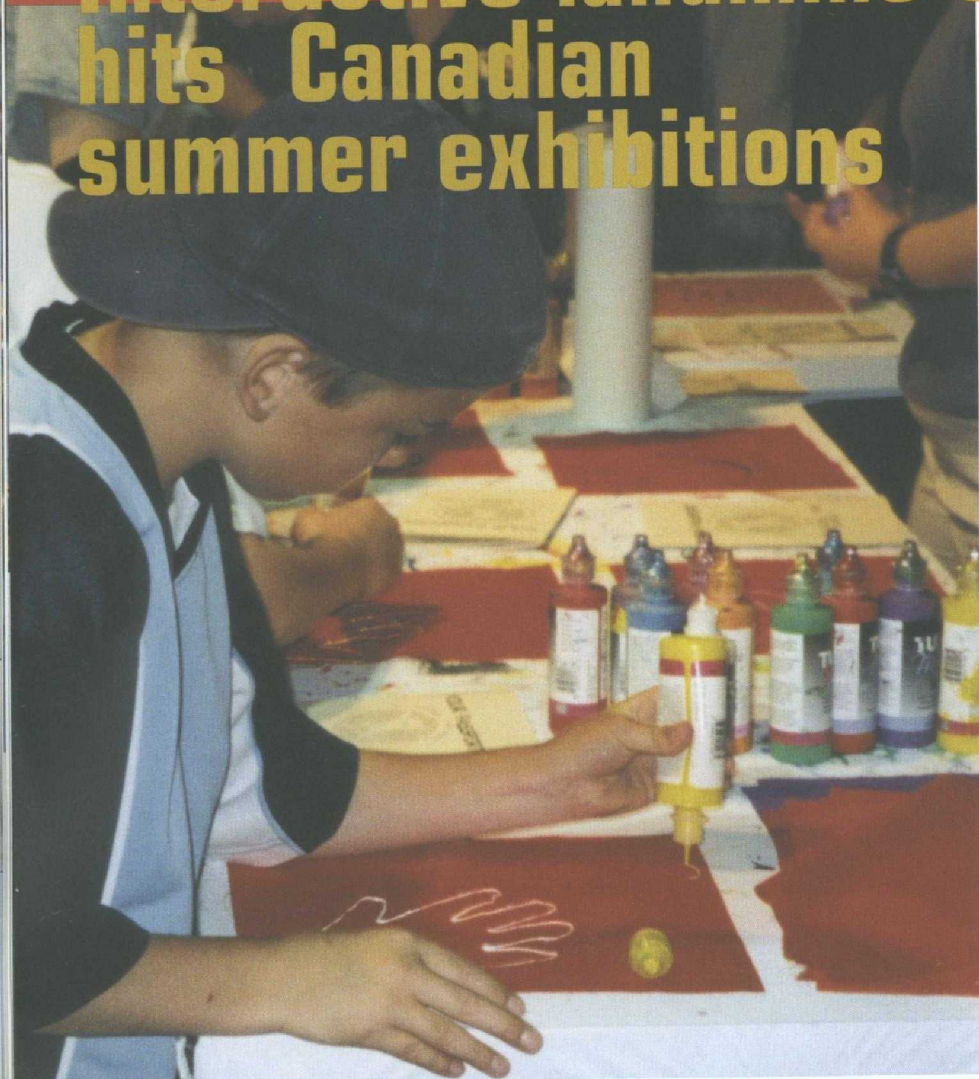
For more information, visit www.dangermines.ca or contact the YMAAP Secretariat at (613) 241-4141 or e-mail: ymaap@sympatico.ca

Violaine Des Rosiers/YMAAP

Jackie Hansen/YMAAP

Carla Potts/YMAAP

Interactive landmine education hits Canadian summer exhibitions



Jackie Hansen/MAAP

Interactivity, art and true-to-life props helped bring landmine education to summer exhibitions throughout Canada in 2000.

With the hope of engaging more Canadians on an issue that has already received wide-spread public support, the Department of Foreign Affairs and International Trade, Mines Action Canada and the Canadian Red Cross brought a travelling summer mine action

event to the Organization of American States (OAS) General Assembly in Windsor and to major Canadian exhibitions in Toronto, Quebec City, Edmonton and Ottawa.

A key element of the outreach initiative was a simulated mined village exhibit, illustrating scenes from a war-torn community and featuring equipment and activities related to victim assistance, mine awareness and mine clearance.

Canada's Youth Mine Action Ambassadors toured with the exhibit to spread the message that there are many ways for Canadians to support mine action.

Young people express their thoughts artistically at the OAS General Assembly landmine exhibit.

First stop: OAS General Assembly

The travelling mined village exhibit made its first appearance at the Showcase of the Americas in Windsor, Ontario, from May 22 to June 12, 2000, attracting scores of local children and youth, as well as government representatives attending the OAS Annual General Assembly in Windsor from June 4 to 6.

The public was invited to view a demonstration of techniques used in humanitarian demining and a nearby children's art pavilion engaged young people in creating artistic expressions of their commitment to a world free from landmines.

According to Quebec City Youth Ambassador Violaine Des Rosiers, the exhibit gave the public an opportunity to learn about mine action in a more interactive way.

"One man who visited the exhibit was from a mine affected country and his wife was a landmine survivor," Des Rosiers recalls. "He was excited to connect with the Canadian mine action community, and his children were learning about how Canada – their new home – is making a difference."

Canada's Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy and Minister of International Cooperation Maria Minna unveiled a mural depicting mine action in the Americas and helped decorate the mural with handcrafted butterflies children had made to symbolize their hope for an end to the use of landmines. ●



Scott Kressman and Kyle Ruttan

Waterloo junior high students create award-winning anti-landmine CD-ROM

by Scott Cressman and Kyle Ruttan

It is said that, in the next 22 minutes, a landmine will injure a person somewhere around the world.

It's statistics like this that inspired us to do our project – a landmines CD-ROM. We just finished Grade 8 at Centennial Senior Public School in Waterloo, Ontario. We got started on our project in Grade 7 when we read an article in class about landmines. After learning about the horrible consequences of landmines, we were determined to help people affected by landmines in whatever way we could. We decided to create the CD to educate people around the world and inspire others to join the anti-landmine campaign.

Award winning multi-media artists Scott Kressman and Kyle Ruttan with their landmine ban CD-ROM.

We have had countless people encourage us and assist us in whatever way they could. Some notable ones are Rae McGrath of the International Campaign to Ban Landmines, who gave us advice when he came to our school to speak on landmines, Rochelle Johnston, of the Youth Mine Action Ambassador Program, Sgt. Burkenshaw of the Canadian Reserves and Doug Morrison of the mine detection dog training company, NOTRA Systems. Our teacher, Mr. Arnie Covey, also made it possible for us to do much of our research and work on the CD.

We were amazed by how many people in and out of the landmine community thought our landmines CD would help people. When we began our project we had no idea we would get the type of recognition that we've received from newspapers, television and individuals. We also entered the CD in the Multimedia Mania Contest, sponsored by the International Society for Technology in Education and it received first place in North America.

On the landmines CD you can find information on how and why landmines are used, victims of landmines, affected countries and the landmine ban. These sections include audio clips, 3D animation and a virtual game. All of this combines to create a truly unique multimedia learning experience.

For more information visit www.landmines.cjb.net ●

Mine action comes to US campuses

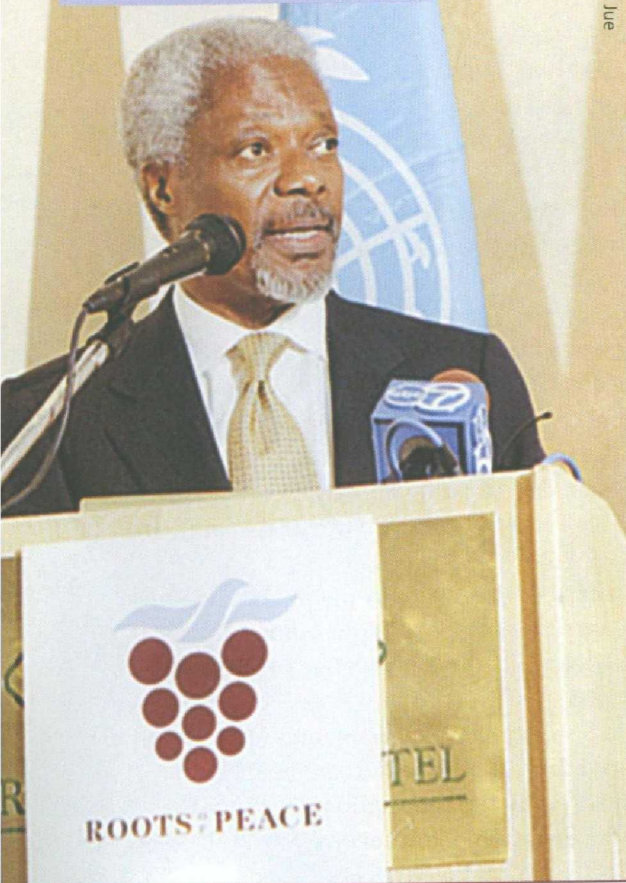
Since 1999, Canada's Department of Foreign Affairs and International Trade Mine Action Team, with the support of the Canadian Consulate General in Boston, has sponsored the activities of Dr. Christopher Kirkey of Bridgewater State College, Massachusetts as a 'Mine Action Scholar-in-Residence'.

In this position, Dr. Kirkey has promoted landmine issues at several academic conferences in the United States and has undertaken a lecture/discussion tour of several US colleges and universities, with the aim of engaging students, faculty, administrators and the general public on a wide range of mine related issues. In the first 14 months of this initiative, Dr. Kirkey presented lectures at 33 post-secondary institutions throughout the American east, southeast and mid-west, and presented papers at four major academic conferences.

Dr. Kirkey's themes for lectures and research activi-

ties include a review of the Ottawa Process, US policy towards the ban on anti-personnel (AP) mines, international humanitarian demining efforts, the role of the United Nations Mine Action Service, needs assessment planning for mine-affected states, current status of AP mine stockpiles and meeting the needs of mine victims. For the fall of 2000, 28 colleges and universities – from the University of Alaska-Anchorage to the University of New Orleans – have expressed interest in hosting an AP mine lecture and discussion forum.

During the 2000-01 academic year, the project will be expanded to include mine action faculty development workshops in Boston, Atlanta, New York and Chicago. These workshops will bring together heads of academic departments and other faculty to facilitate the design and creation of college and university courses that will focus on AP mine issues and the Ottawa Convention. ●



Howard Jue

UN Secretary General Kofi Annan commends California wineries for helping clear vineyards in Croatia.

FROM MINES TO VINES: UN Secretary General lauds private sector support at California reception

The San Francisco Bay Area group, Roots of Peace, demined a 160-acre field in Dragalic, Croatia this spring and replanted it with grapevines. Another 200

acres were scheduled for demining this summer.

Roots of Peace has raised nearly US\$170,000 from California wineries to help clear vineyards in Croatia. Contributions from the US State Department, the US Embassy, Slovenia's International Trust Fund for Demining and Mine Victims Assistance and Autodesk, a software company in San Rafael, California, have brought the total to US\$500,000.

Secretary General Annan also spoke eloquently of the need to persuade all governments who have yet to sign and ratify the treaty to do so.

Canada's Consul General in Los Angeles, Kim Campbell joined Annan to address the landmine issue among prominent Silicon Valley business and community leaders. Speaking to an audience of 130 representatives from California's information technology sector, the corporate community and the media, Campbell outlined

Canada's approach to mine action and provided an update on Canadian initiatives to universalize and fully implement the Ottawa Convention

The reception was organized by Roots of Peace which has garnered the support of 12 Napa and Sonoma Valley wineries in a program designed to clear minefields around the world and turn them into vineyards.

The event drew together key US anti-landmine organizations including the Landmine Survivors Network, the United States Campaign to Ban Landmines and the Vietnam Veterans of America Foundation. The US State Department Office of Global Humanitarian Demining was also represented.

Annan thanked the many donors from the private sector who attended and challenged those not yet involved in the campaign to eradicate landmines to open their cheque books and to become active advocates on this issue. Proclamations from the Governor of California and the Mayor of the City of Palo Alto in support of mine action were presented to the Secretary-General. ●

Palo Alto, California – United Nations Secretary-General Kofi Annan has praised California wineries and land mine activists for turning minefields into vineyards in Croatia.

At a June 11 reception, supported by Canada's Department of Foreign Affairs and International Trade, Secretary-General Annan congratulated Roots of Peace for turning "what used to be a killing field into a fruitful enterprise" through the organization's support for clearance operations in the mine-affected vineyards of Croatia.

"You have helped give back a livelihood to a community that had seen it taken away," the Secretary-General said. "You have turned mines into vines by replacing the seeds of death with the seeds of life. And you have shown the world that even with modest beginnings, a partnership backed by persistence can make a real difference."

Alberta students visit mine action tech centre

by Nancy Ingram, 1999-2000
Youth Mine Action Ambassador –
Alberta

As part of the Youth Mine Action Ambassador Program's outreach in Alberta, 25 Medicine Hat high school science students and their teachers were invited to spend the day at the Canadian Centre for Mine Action Technologies (CCMAT) in Suffield, Alberta.

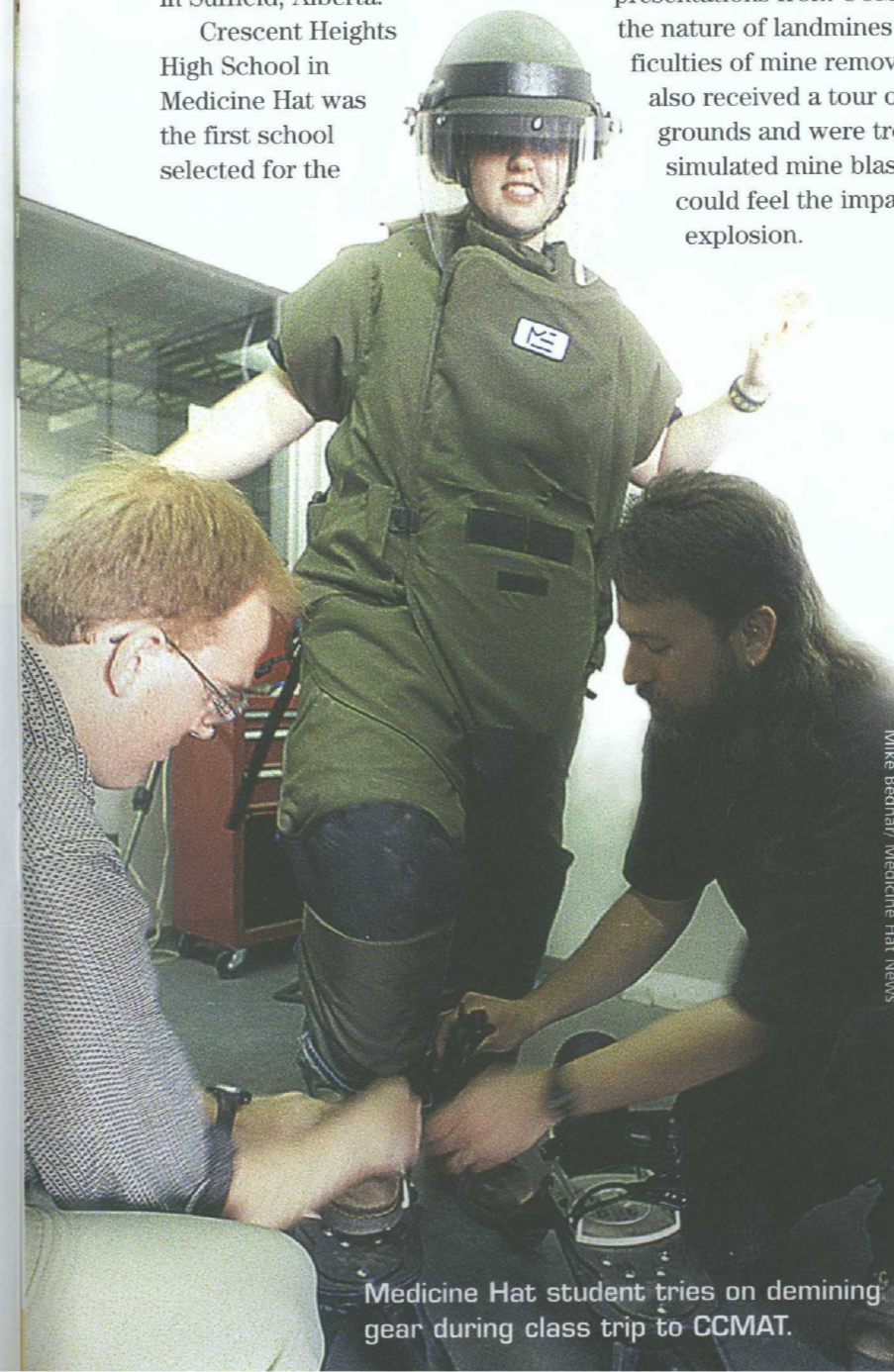
Crescent Heights High School in Medicine Hat was the first school selected for the

tour. In order to qualify for the field trip, each student had to develop a project proposal on how he or she would incorporate the experience into a learning tool for other students. Projects were varied and dynamic, including multi-media presentations, a documentary of the trip, short plays and science experiments.

The May 9 excursion included presentations from CCMAT staff on the nature of landmines and the difficulties of mine removal. Students also received a tour of the testing grounds and were treated to a simulated mine blast so they could feel the impact of an explosion.

After these activities, students had lunch "soldier-style" in the field with official army-issue box lunches. Lunch was followed by more demonstrations of demining techniques and the different types of demining protective equipment CCMAT was testing. Students were invited to try on the protective equipment so they could experience the difficulties of designing gear that is safe yet user-friendly.

According to Crescent Heights teacher David Gue, "this is a whole new side to science and scientific research for the kids. They have no experience with this and, in most cases, haven't even dreamed that this is part of the business." ●



Mike Bednar/ Medicine Hat News

Medicine Hat student tries on demining gear during class trip to CCMAT.

Edmonton high school fundraises for mine detection dog

by Nancy Ingram – 1999-2000 Youth Mine Action Ambassador – Alberta

Students at Holy Trinity High School in Edmonton have raised more than \$6,000 for the purchase and training of a mine-detection dog.

After a landmine awareness day held at the school in November 1999, students decided to earmark their annual fundraising project to support mine action.

They decided they would try to raise money for the purchase and training of a mine-detection dog, the cost of which ranges from \$5,000-10,000. Students worked tirelessly throughout the year raising funds through loonie drives, special promotion days, as well as canvassing churches and soliciting corporate sponsorship.

On June 20, students presented a cheque for \$6,520 to David Horton, Executive Director of the Canadian International Demining Centre.

The dog, which will be named Trinity after the school, will be purchased in Germany and trained in Bosnia. The school gave Trinity an embossed vest bearing the school's logo. Trinity will go through a six-month training program before it is certified as a mine-detection dog. ●

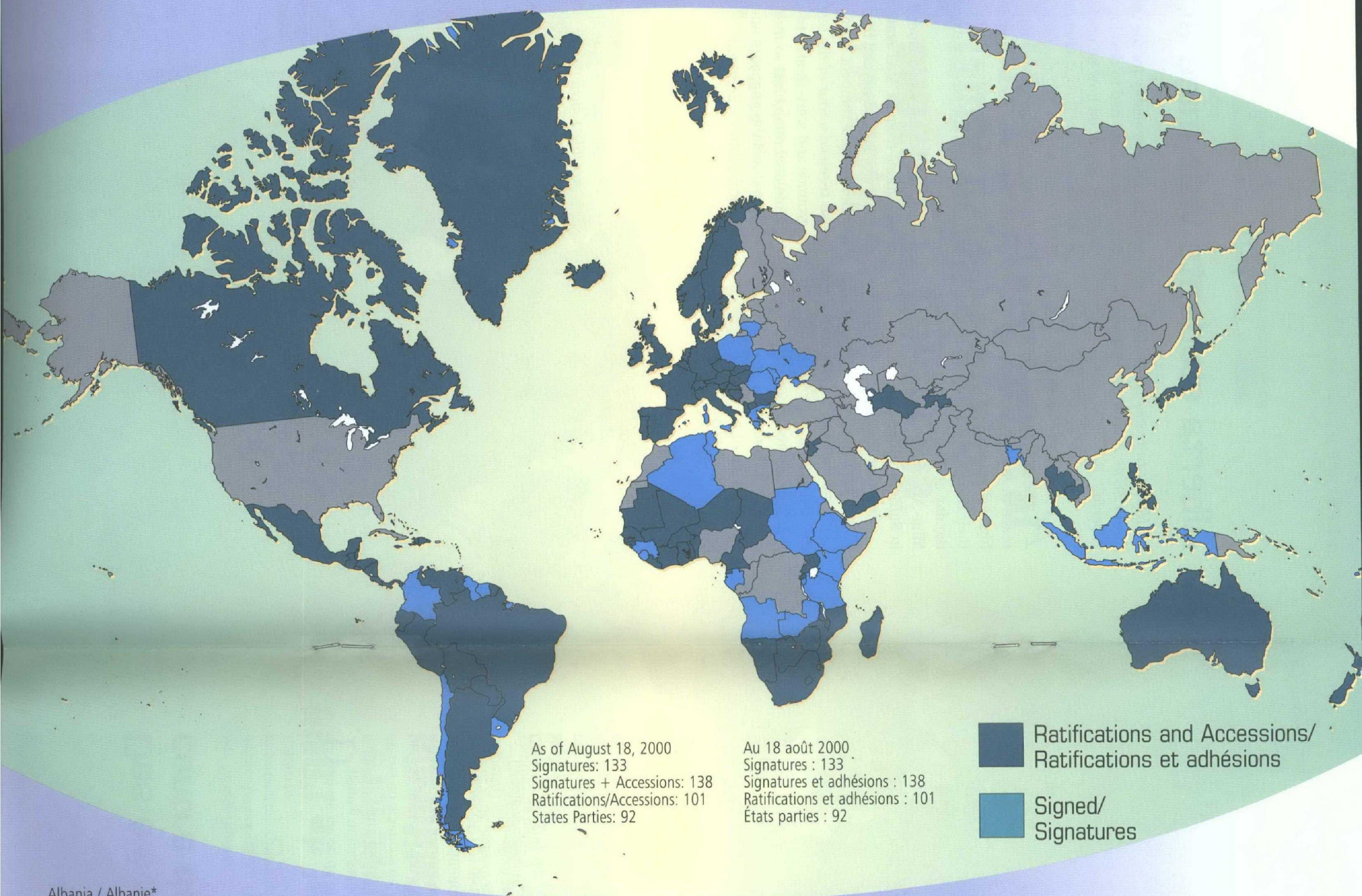
SAFE LANE

PASSAGE

List and map showing countries that have signed, ratified or acceded to the AP Mine Ban Convention.



Pays qui ont signé, ratifié ou adhéré à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel

Fall/Winter 2000
Automne/Hiver 2000



As of August 18, 2000
Signatures: 133
Signatures + Accessions: 138
Ratifications/Accessions: 101
States Parties: 92

Au 18 août 2000
Signatures : 133
Signatures et adhésions : 138
Ratifications et adhésions : 101
États parties : 92

 Ratifications and Accessions/
Ratifications et adhésions
 Signed/
Signatures

Albania / Albanie*
Algeria / Algérie
Andorra / Andorre*
Angola
Antigua and Barbuda /
Antigua-et-Barbuda*
Argentina / Argentine*
Australia / Australie*
Austria / Autriche*
Bahamas*
Bangladesh
Barbados / Barbade*
Belgium / Belgique*
Belize*
Benin / Bénin*
Bolivia / Bolivie*
Bosnia Herzegovina /
Bosnie-Herzégovine*
Botswana*
Brazil / Brésil*
Brunei Darussalam
Bulgaria / Bulgarie*
Burkina Faso*
Burundi
Cambodia / Cambodge*
Cameroon / Cameroun*
Canada*
Cape Verde / Cap-Vert
Chad / Tchad*
Chile / Chili
Colombia / Colombie
Cook Islands / Iles Cook

Costa Rica*
Côte d'Ivoire*
Croatia / Croatie*
Cyprus / Chypre
Czech Republic / République tchèque*
Denmark / Danemark*
Djibouti*
Dominica / Dominique*
Dominican Republic /
République dominicaine*
Ecuador / Équateur*
El Salvador / Salvador*
Ethiopia / Éthiopie
Equatorial Guinea /
Guinée équatoriale*
Fiji / Fidji*
France*
Gabon
Gambia / Gambie
Germany / Allemagne*
Ghana*
Greece / Grèce
Grenada / Grenade*
Guatemala*
Guinea / Guinée*
Guinea-Bissau / Guinée-Bissau
Guyana
Haiti / Haïti
Holy See / Saint-Siège*
Honduras*

Hungary / Hongrie*
Iceland / Islande*
Indonesia / Indonésie
Ireland / Irlande*
Italy / Italie*
Jamaica / Jamaïque*
Japan / Japon*
Jordan / Jordanie*
Kenya
Lesotho*
Liberia / Libéria*
Liechtenstein*
Lithuania / Lituanie
Luxembourg*
Macedonia, Former Yugoslav
Republic of / Macédoine,
Ex-république yougoslave de*
Madagascar*
Malawi*
Malaysia / Malaisie*
Maldives
Mali*
Malta / Malte
Marshall Islands / Iles Marshall
Mauritania / Mauritanie*
Mauritius / Maurice*
Mexico / Mexique*
Moldova
Monaco*
Mozambique*

Namibia / Namibie*
Nauru*
Netherlands / Pays-Bas*
New Zealand / Nouvelle-Zélande*
Nicaragua*
Niger*
Niue*
Norway / Norvège*
Panama*
Paraguay*
Peru / Pérou*
Philippines*
Poland / Pologne
Portugal*
Qatar*
Romania / Roumanie
Rwanda*
Saint Lucia / Sainte-Lucie*
Saint Vincent and the Grenadines /
Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Saint Kitts and Nevis /
Saint-Kitts-et-Nevis*
Samoa*
San Marino / Saint-Marin*
São Tomé e Príncipe
Senegal / Sénégal*
Seychelles*
Sierra Leone
Slovak Republic / Slovaquie*
Slovenia / Slovénie*

Solomon Islands / Iles Salomon*
South Africa / Afrique du Sud*
Spain / Espagne*
Sudan / Soudan
Suriname
Swaziland*
Sweden / Suède*
Switzerland / Suisse*
Tajikistan / Tadjikistan*
Tanzania / Tanzanie
Thailand / Thaïlande*
Togo*
Trinidad and Tobago /
Trinité-et-Tobago*
Tunisia / Tunisie
Turkmenistan / Turkménistan*
Uganda / Ouganda*
Ukraine
United Kingdom / Royaume-Uni*
Uruguay
Vanuatu
Venezuela*
Yemen*
Zambia / Zambie
Zimbabwe*

* Indicates that the country has ratified or acceded to the Convention.
* Pays qui a ratifié la Convention ou y a adhéré.